

Centre de référence et de confiance

Dans un monde territorial qui bouge

Garant d'expertise



2
0
1
5

RAPPORT D'ACTIVITE

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA
HAUTE-SAVOIE



Conseil d'administration du jeudi 24 Mars 2016

CONTENU DU RAPPORT

PRESENTATION DU CDG 74	5
L'ANNEE 2015 EN CHIFFRES	4
LE PROJET D'ETABLISSEMENT	6
LES MISSIONS DU CDG	7
Emploi, concours et examens	7
Gestion des carrières	13
Médecine de prévention	17
Prévention des risques professionnels	21
Instances médicales	25
Mission handicap	30
Accompagnement social	32
Secretariat de mairie itinérant	35
Archives	36
ADMINISTRATION GENERALE	41
Secretariat général - accueil	41
Administration générale – assistance de direction	42
Ressources humaines	43
Comptabilité – finances	44
Marchés publics	46
Achats – assurances – syndic	47
Entretien	47
Documentation	48
Informatique – téléphonie - réseaux	48
Communication	49
Logistique	50

PRESENTATION DU CDG 74

Le CDG 74

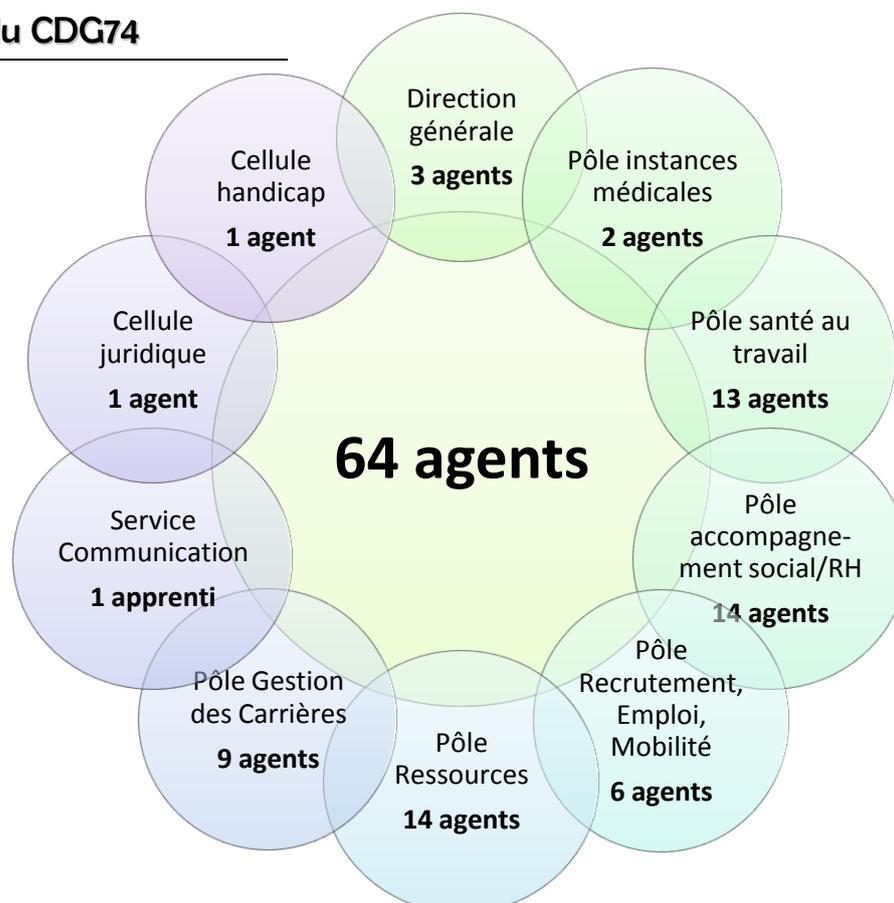
Depuis la loi du 26 janvier 1984 (Titre III du statut général, concernant la FPT), les centres de gestion (CDG) remplissent diverses missions, obligatoires et optionnelles, en direction des collectivités territoriales et de leurs établissements. Aujourd'hui le CDG 74 c'est :



Après les lois de décentralisation de 1982-1984 et la publication des statuts particuliers des différents cadres d'emplois territoriaux, le CDG74 est un partenaire des collectivités, centre de référence et de ressources pour les élus, les responsables des ressources humaines et les secrétaires de mairies :

- Dans la gestion de leur personnel, l'expertise et le conseil sur toutes questions relatives aux carrières de leurs agents, au statut, aux réglementations, au recrutement, aux organisations de travail, à la protection sociale et à la gestion des retraites,
- Grâce aux services spécialisés et opérationnels créés à la demande des collectivités, et apportant une réponse appropriée à leurs besoins dans les domaines suivants : santé au travail, prévention des risques professionnels, assurance, payes, chômage, agents temporaires mis à disposition, etc...

Les agents du CDG74



L'ANNEE 2015 EN CHIFFRES

Carrières



12 959 carrières gérées
246 dossiers assistance
retraites traités

Ressources humaines



257 arrêtés édités,
2 jury de
recrutement, 1 959
bulletins de paie
élaborés

Emploi



5 249 déclarations de
création et de vacance
d'emplois publiées
1 649 offres d'emploi

Archives



831 jours de
missions dans 51
collectivités

Commission d'évaluation



6 commissions
organisées

Handicap



9 réunions de la cellule
maintien dans l'emploi
2 nouveaux contrats
d'apprentissage

Concours



2 concours organisés en
2015 par le CDG74 avec 177
admis à concourir et 74
lauréats

Payes



3 939 bulletins de paie
édités dont 1 900 pour
les collectivités
affiliées

2015

Prévention des risques professionnels



156 collectivités
adhérentes, 178
visites d'inspection

Dossiers chômages



131 dossiers
étudiés

Mobilité



5 sessions
accompagnant 31
agents au total

Missions temporaires



186 agents mis à
disposition auprès de 33
collectivités, 466 contrats
de missions temporaires

Instances médicales



Commission de réforme : 196
dossiers pour 79 collectivités
Comité médical : 869 dossiers
pour 137 collectivités

Conseil en organisation & recrutement



Nombre de missions :
Conseil en organisation : 17
Assistance au recrutement : 4

professionnelle



15 488 agents à
surveiller ; 4 464 visites
effectuées dont 1 006
entretiens infirmiers

LE PROJET D'ETABLISSEMENT



Les raisons du projet stratégique

Anticiper les mutations en cours et à venir

- la réforme territoriale
- les rapports de l'IGA et de la Cour des Comptes

Se doter d'une offre de services en cohérence avec de nouveaux besoins avec

- des transformations institutionnelles des collectivités du département et des regroupements en intercommunalités
- la nécessité de fédérer les acteurs d'un territoire en pleine mutation pour insérer pleinement le CDG dans les nouveaux équilibres institutionnels

Donner un nouveau souffle à une organisation qui s'est construite par sédimentation progressive autour d'un projet fédérateur et mobilisant

Introduire des règles de bonne gestion économique à même de garantir la pérennité financière de l'établissement

20 actions mises en place et de nouvelles offres proposées aux collectivités

Les actions mises en place sont :

- Mettre en place une FAQ (A. BOURDONGLE-NICOUD)
- Capitaliser sur les outils et les banques de données (A. BOURDONGLE-NICOUD)
- Créer un portefeuille de collectivités (V. BOUVIER & M. HOFSTETTER)
- Renforcer la présence sur le terrain de la direction et des représentants du CDG74 (V. BOUVIER & L.J. VILLARD)
- Organiser la diffusion et la mise à jour de l'information destinée aux agents en interne (V. BOUVIER)
- Analyser l'opportunité et la faisabilité d'une évolution ou d'un changement de logiciel métier (C. SOMMIER)
- Développer le travail collaboratif (C. SOMMIER & M.N. PAGNUSATT)
- Revoir le rôle de l'accueil à chaque point de contact (C. SOMMIER)
- Clarifier le rôle des instances (M.N. PAGNUSATT)
- Faire évoluer le portail vers une plateforme collaborative et accessible aux agents itinérants (F. DARDENNE)
- Intégrer des collectivités dans le processus décisionnel (C. BANNERY & C. SAINT-MARCEL)
- Identifier et optimiser les vecteurs de communication (L.J. VILLARD & M. CHARIA)
- Homogénéiser les pratiques managériales (P. KUHN & L. GUIZARD)
- Clarifier les rôles et les responsabilités des différents niveaux de management (L. GUIZARD)
- Redonner du sens aux entretiens annuels (I. BARUTEL & L. GUIZARD)
- Organiser des rencontres départementales de santé au travail (N. DELUGIN & L.J. VILLARD)
- Mettre en œuvre une procédure d'information sur l'actualité statutaire et juridique et/ou les nouveautés du CDG74 (S. REY-GORREZ & D. CHOQUET)
- Mettre en place des permanences téléphoniques et promouvoir les services du CDG74 dans les messages d'attente (A. PASTOR)
- Identifier les interlocuteurs au sein de la structure et les différentes missions du CDG74 (L. TERRIER, C. LAURENT & V. BOUVIER)
- Renforcer et valoriser les compétences des agents sur leur poste et leur connaissance de l'organisation du CDG74 (L. GUIZARD)

De nouvelles offres proposées :

Pôle Recrutement / emploi / mobilité

- Assistance au recrutement
- Conseil en organisation
- Coaching et accompagnement social

Pôle Santé au travail

- Renouvellement des conventions médecine et prévention



Directrice du service : **Aude BOURDONGLE-NICOUD**

- Conseillère mobilité : **Isabelle BENEDETTI**
- Conseiller emploi : **Cyril DEGRAVEL**
- Gestionnaires métier : **Mélissa LEBON et Océane BONZI**
- Chargée de mission conseil en organisation, GPEC : **Margot HOFSTETTER**

Activités liées à l'emploi

En 2015, le CDG74 a diffusé **1 649 offres d'emploi** transmises par les collectivités via le site CAP-TERRITORIAL.fr. Les offres des collectivités non affiliées correspondent à **24,44%** des offres diffusées par le CDG74 (22,77% en 2014).

5 249 déclarations de création et de vacances d'emploi ont été publiées dans les arrêtés du CDG74 (et/ou du CNFPT) et **1 306** exploitées statistiquement grâce au retour d'information sur les nominations effectives saisies par les collectivités.

Travail statistique annuel sur l'offre et les recrutements en Rhône-Alpes (zoom régional annuel) dans le cadre des travaux préparatoires des conférences régionales de l'emploi.

Participation régulière à divers forums à destination des demandeurs d'emploi :

- Forum de Rumilly, le 25/03/2015,
- Forum d'Annemasse, le 29/04/2015,
- Forum de Seynod, le 02/06/2015,
- Forum de Meythet, le 30/09/2015,
- Forum d'Annemasse, le 16/10/2015,
- Forum d'Annecy, le 22/10/2015.

Intervention auprès des **étudiants dans le cadre de la licence professionnelle** « Management Opérationnel des collectivités publiques » et participation au jury de VAE.

Participation à la **Cellule Maintien dans l'emploi** du CDG74.

Gestion et accompagnement des « **FMPE** » (**F**onctionnaires **M**omentanément **P**rivés d'**E**mloi)

- 4 agents de catégorie A,
- 2 agents de catégorie B,
- 1 agent de catégorie C accompagné pour le compte du CDG51.
- Gestion des dossiers entrants dans le dispositif de surnombre,
- Le service assure les contacts pour le suivi administratif, engage les actions de réinsertion professionnelle et un suivi en matière de formation et de mission,
- La gestion des protocoles.

Les ateliers mobilité

Une session comptant 7 agents

Une session d'avril à juillet 2015 accompagnant 7 agents

Deux nouvelles sessions ont débuté en novembre et en décembre 2015 avec respectivement 8 et 9 agents

Activités liées aux concours et examens professionnels

En 2015, le CDG74 a organisé 2 opérations :

Concours d'infirmier en soins généraux de classe normale session 2015

- **88** admis à concourir / **68** présents / **39** postes / taux d'absentéisme = **22.73 %** / **39** lauréats / taux de réussite / présents = **57.35%**

Concours d'animateur principal de 2^{ème} classe session 2015

- **89** admis à concourir / **60** présents / **35** postes / taux d'absentéisme aux écrits = **32.58 %** / **35** lauréats / taux de réussite / présents aux écrits = **58.33%** (dont chiffres 2016, jury d'admission du 13. 01. 2016).



SUIVI DES LISTES D'APTITUDE ET D'ADMISSION

Accueil et renseignements des lauréats, suivi des nominations, 39 nouveaux lauréats en 2015.

CONVENTIONS CONCOURS ET EXAMENS

Le recensement des postes à ouvrir aux concours et examens a été lancé en 2014 puis fin 2015. Le service travaille sur la prospective et l'analyse des besoins, se coordonne avec les autres centres afin de sélectionner les opérations à mener en régie. Ce service gère le lancement des opérations et émet les conventions avec les autres centres pour les opérations organisées en régie ou, le cas échéant, passe une convention pour toutes les opérations concours et examens professionnels qu'il n'organise pas, afin de satisfaire aux besoins des collectivités de son ressort. En outre, le service concours conventionne également avec les collectivités non affiliées pour les opérations de compétence non exclusive et contrôle enfin les éléments de facturation.

TRAVAIL REGIONAL ET NATIONAL

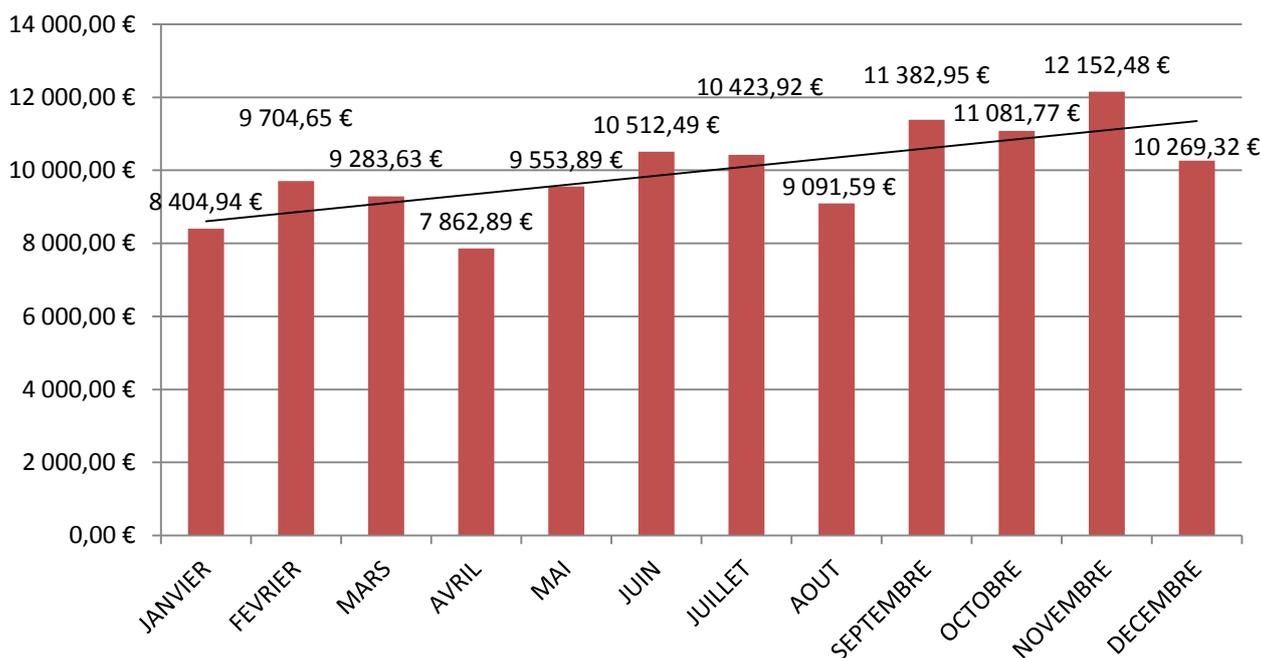
Les agents du pôle en charge de cette mission sont amenés à réaliser des études et analyses, d'autres travaux régionaux communs nécessaires à leur activité.

Service remplacements et missions temporaires

- **33** collectivités ont eu recours au service
- **466** contrats de mise à disposition ont été édités et gérés concernant **186 agents** pour une durée de travail de **33 825 journées**, soit **93.77 équivalents temps plein**

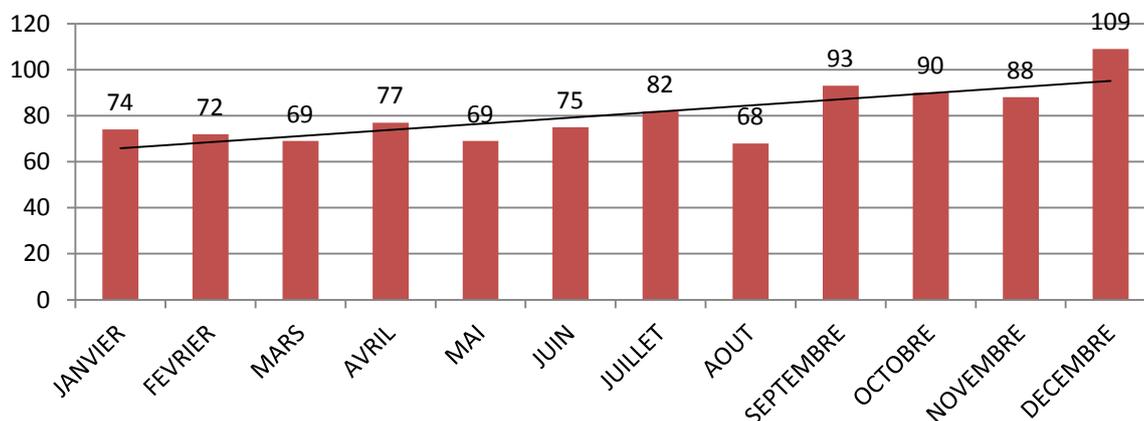
On peut noter une hausse du nombre de collectivités ayant recours au service, une hausse de mises à disposition ainsi qu'une augmentation de la durée de travail en nombre de journées travaillées.

Recettes (frais de gestion recouvrés)



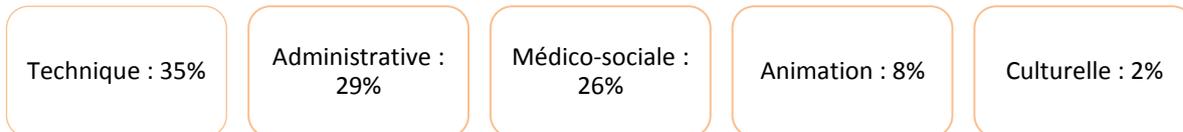
Après une baisse conséquente en fin d'année 2014, la courbe de tendance des recettes (frais de gestion recouvrés) augmente progressivement en 2015 en corrélation avec celle des agents payés.

Nombre d'agents payés

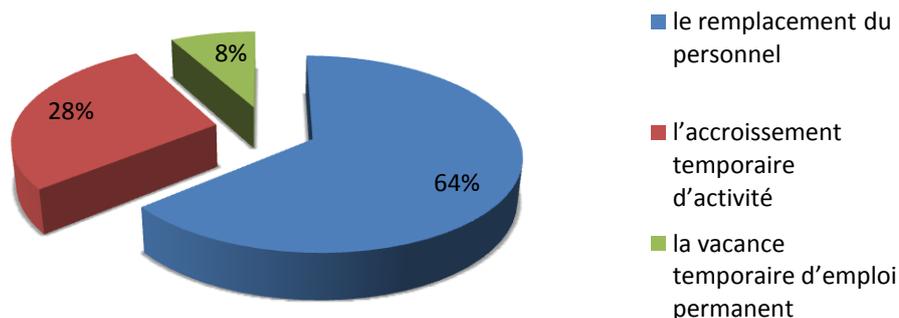


Le service a donc connu une **augmentation progressive et constante en termes de recettes et de mises à disposition** en 2015.

Les filières **les plus fréquemment rémunérées** dans les missions sont :



Les raisons qui motivent les collectivités à recourir à ce service, sont :

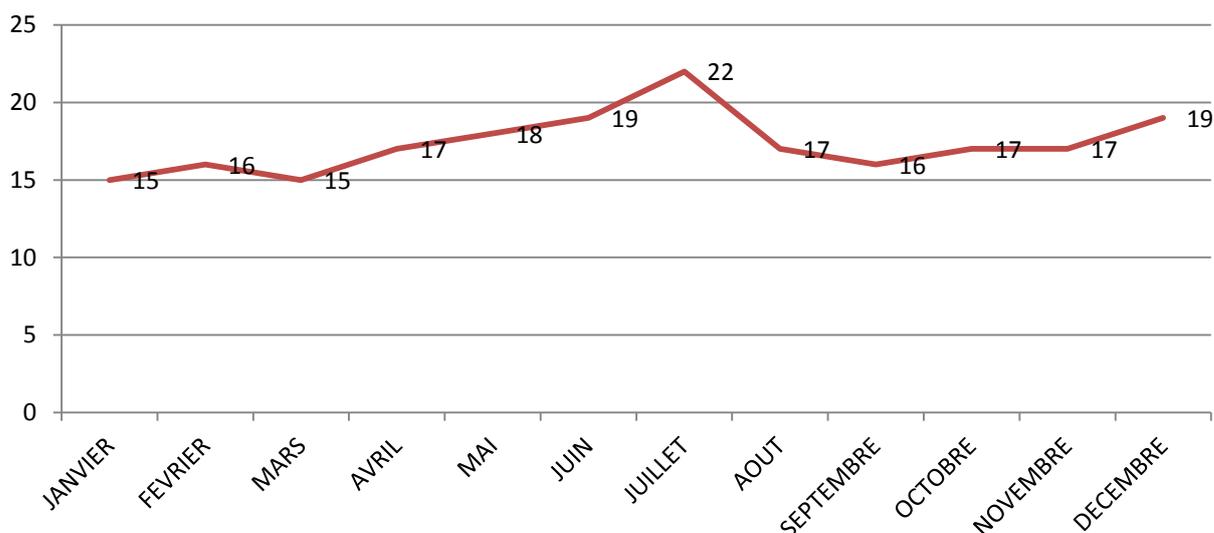


De ces inventaires, il semble pertinent d'avancer que :

- les collectivités ne pourvoient pas les remplacements à catégorie égale des personnes indisponibles ou que celles-ci ne sont remplacées que sur une partie de leurs missions (tâches d'exécution),
- les responsables identifient le service remplacement et missions temporaires en cas de besoin temporaire lié à une montée en charge d'activité non satisfait, par leurs propres viviers de candidats.

On constate en effet une montée en puissance de l'activité d'intérim, laquelle constitue la plus value de ce service.

Nombre d'agents payés placés



Commission d'évaluation professionnelle

En 2015, 1 convention a été passée avec une collectivité (5 conventions en 2014 soit une diminution de **20%**). Cette diminution s'explique de deux manières : d'une part, la très grande majorité des collectivités souhaitant organiser des sélections professionnelles l'a fait en 2013, pour une régularisation rapide, avec poursuite en 2014 ; d'autre part, les collectivités ayant réparties leurs sélections sur un programme pluriannuel n'ont pas besoin de conventionner à nouveau. La collectivité signataire en 2015 a choisi d'organiser elle-même sa sélection professionnelle, avec la participation du CDG74.

Le tableau ci-dessous présente les résultats des sessions de sélection professionnelle pour 2015 :

Session 2015	Org CDG74	Org locale	Totaux
Nb collectivités affiliées	2	2	4
Nb collectivités non affiliées	2	0	2
Nb de jours de CEP	0.5	0.5	1
Nb de postes ouverts (coll. affiliées)	2	3	5
Nb de postes ouverts (coll. non affiliées)	3	0	3
Nb d'agents convoqués	5	4	9
Nb d'agents auditionnés	5	4	9
Nb d'agents déclarés aptes	5	3	8

**Le de postes ouvertes comporte les postes qui n'ont pas donné lieu à audition (suite à refus de l'agent, réussite à concours, etc.).*

Le taux de réussite aux sélections professionnelles en 2015 en Haute-Savoie est de **89%**.

La CRE

Le CDG 74 a assuré sa mission d'observation de l'emploi public territorial en collaborant étroitement avec les autres CDG de la région Rhône-Alpes au sein de l'Observatoire régional de l'emploi Rhône-Alpes. Ce dernier a pu ainsi faire remonter au niveau national les données nécessaires à l'élaboration du panorama de l'emploi territorial et du baromètre de l'emploi.

Les travaux de cet observatoire permettent de fournir des études régulières sur l'activité des bourses de l'emploi et d'autres ponctuelles comme les métiers présentant des difficultés de recrutement par exemple. Il alimente les réflexions et statistiques présentées lors de chaque Conférence Régionale de l'Emploi Rhône-Alpes (CRE), qui a eu lieu cette année, le 6 Octobre à Lyon. Le président du CDG74, M. Antoine De MENTHON a participé à l'animation d'une table ronde sur l'impact de la réforme territoriale sur les RH.



L'apprentissage

LICENCE

En 2015, 19 apprentis de la licence management opérationnel des collectivités publiques ont été diplômés. 21 apprentis ont été recrutés pour l'année scolaire 2015-2016, dont 4 sont intégrés dans des collectivités affiliées au CDG74. Cela implique donc une participation financière de la part de notre établissement.

MASTER

Le CDG74 a participé, en partenariat avec la faculté de droit de Chambéry, à la mise en place d'un master 2 en alternance pour les collectivités territoriales. Ainsi, dès la rentrée scolaire 2016, 8 apprentis pourront débiter cette formation.



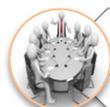
Directrice du service : **Hélène MEYNET**

- Directrice Adjointe : **Caroline BANNERY**
- Référentes retraites : **Catherine VIOLLET** et **Nathalie VASQUEZ**
- Référente CT- CHSCT : **Marie-Dominique PETITPAS**
- Référentes carrières : **Dominique CHOQUET**, **Claudine SAINT-MARCEL**, **Marie-Thérèse PERILLAT**, **Dellias CHATELAIN**

Le pôle carrières regroupe ...



L'accompagnement des collectivités dans la gestion de leurs agents



L'animation des instances paritaires : Commission administrative paritaires et Conseil de discipline, Comité technique, Comité d'hygiène et de sécurité



L'assistance administrative retraite en partenariat avec la CNRACL

Accompagnement des collectivités

Tenue des dossiers et suivi des carrières

- des **12 959** fonctionnaires stagiaires et titulaires des collectivités affiliées,
- L'année 2015 a de nouveau été marquée par la production et la gestion de plus de **9 000** arrêtés de revalorisation indiciaire des fonctionnaires des catégories C et B

Conseil statutaire

- accompagnement quotidien,
- rendez-vous dans les collectivités,
- procédures d'aide aux collectivités : calcul du temps de travail annualisé, avancements de grade, boîtes à outils concernant l'entretien professionnel, la mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP), guide des astreintes.

Les rencontres statutaires ont réuni au total plus de **400** participants.



Commissions Administratives Paritaires

Elles se sont réunies **6 fois** au cours de l'année 2015 et ont émis des avis sur **5 185** dossiers.

Types de dossiers examinés	
Détachements sur emploi fonctionnel	20
Disponibilités	585
Décisions prises après une période de disponibilité	56
Mises à disposition	107
Mutations interne	1
Avancements de grade	638
Avancements d'échelon	3 532
Promotions internes	82
Intégrations après détachement	20
Intégrations directes	26

Recrutements par détachement	41
Prolongations de stage	22
Licenciements en fin de stage	10
Licenciements en cours de stage	5
Licenciements pour inaptitude physique	4
Reclassements pour inaptitude physique	6
Mises en détachement	9
Révision de notation/compte-rendu	4
Disponibilité d'office suite à 3 refus de poste	1
Reconstitutions de carrière	4
Décisions de non titularisations en fin de contrat	4

Développement des procédures de mobilité : disponibilités, mises à disposition liée aux mutualisations et créations de services communs.

Promotion interne : **252** dossiers ont été étudiés

Conseils de discipline

Le conseil de discipline s'est réuni **8 fois** au cours de l'année 2015 pour avis sur des sanctions concernant uniquement des agents de catégorie C. Il a proposé pour 3 d'entre eux une sanction inférieure à celle demandée. Dans 2 cas, la sanction a été assortie d'un sursis. 2 conseils ont fait l'objet d'un report de séance.

Assistance administrative retraite

Cette assistance est assurée dans le cadre d'une convention de partenariat avec la CNRACL. Le service a traité **246 dossiers** au cours de l'année 2015.

TYPE DE DOSSIER	CONTRÔLE	REALISATION TOTALE	CONTRÔLE	REALISATION TOTALE
	DOSSIERS MATERIALISES		DOSSIERS DEMATERIALISES	
VALIDATIONS/REGULARISATIONS	33			
RETABLISSEMENTS	11			
LIQUIDATIONS DE PENSIONS			79	12
SIMULATIONS DE CALCUL			82	5
COMPTES INDIVIDUELS RETRAITE			16	
CORRECTIONS D'ANOMALIES				8
TOTAL	44		177	25

Comité Technique

Pour l'année 2015, constate une augmentation importante du nombre de dossiers présentés au CT : 106 dossiers supplémentaires par rapport à 2014. Cette augmentation est en partie due à l'obligation que les collectivités ont de présenter pour avis au CT, la liste des critères retenus pour apprécier la valeur professionnelle de leurs agents (décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014).

CT 2015	Nombres d'avis rendus	Observations
15-janv.	1	Mise en place du CT
26-févr.	60	
07-avr.	30	
11-juin	58	
24-sept.	115	Séance dédoublée
25-sept		
05 nov.	44	Séance supplémentaire
10 déc.	93	
8 séances	401	

Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail

Pour rappel, les élections professionnelles du 4 décembre 2014 ont entraîné le renouvellement des représentants du personnel siégeant au sein du CT, ainsi que la création du « CHSCT » placé auprès du CDG74 ; les collectivités et établissements publics de moins de 50 agents ayant désormais la possibilité, et l'obligation, de saisir cette instance en amont de la mise en œuvre de leurs projets liés à l'hygiène, la sécurité, mais également aux conditions de travail.

Un travail important a été mené, en amont et en parallèle, auprès des collectivités, afin d'informer les collectivités du rôle du CHSCT ainsi que des différentes modalités de saisine.

DIVERS TRAVAUX ONT ETE REALISES EN 2015 :

- élaboration d'un **guide à l'usage des collectivités et établissements de moins de 50 agents, intitulé « Mode d'emploi du CHSCT »**,
- **deux réunions d'information** ont été proposées aux collectivités
- **adoption du règlement intérieur**
- **5 séances** ont eu lieu
- **deux formations** ont été organisées :
 - 5 jours de formation générale sur les compétences et les moyens d'action du CHSCT, à l'attention des représentants du personnel, titulaires comme suppléants
 - 2 jours relatifs à la prévention des risques psychosociaux
- élaboration du **guide des astreintes** ; travail initié par le pôle Santé au travail du CDG74, et diffusé aux collectivités en novembre 2015.
- **2 visites de service** menées par les délégations du CHSCT en ont conduit à l'élaboration de rapports qui ont été transmis par la suite aux communes concernées.

Médailles du travail



2 promotions : au 1^{er} janvier et au 14 juillet 2015

Dossiers traités :

	Nombre de cc	Nombre de dossiers
AFFILIEE	57	412
Non AFFILI	5	190
TOTAL	62	612

Assistance juridique

- ◆ Veille juridique, statutaire (législation, jurisprudence, doctrine, etc.) quotidienne,
- ◆ Contribution à la rédaction de notes d'information diffusées aux collectivités via le site Internet du CDG74,
- ◆ Assistance statutaire en appui avec le service carrières, et assistance juridique aux collectivités et établissements affiliés en matière de droit applicable aux agents territoriaux, ainsi que de l'étude des actes et règlements transmis par les collectivités pour leurs fonctionnaires.



Directrice du service : **Blandine POULET**

Médecins de Prévention : **Dr Blandine POULET, Dr Delphine OLLAGNON (jusqu'en août 2015), Dr Frédéric POULET et Dr Armand AIME,**

Infirmières santé au travail : **Dorothée DELIEGE et Catherine VARDON**

Secrétariat : **Marie-Christine PINGET, Marie-Hélène ROSSI (congé maternité et parental de janvier à juin 2015) et Rachel DEGLISE-FAVRE**

Le médecin de prévention est le conseiller de l'employeur, des agents et des représentants du personnel notamment pour l'amélioration des conditions de travail, l'adaptation des postes, l'hygiène, la prévention et l'éducation sanitaire.

Pour remplir ces missions les médecins de prévention réalisent des consultations médicales qui alternent avec des entretiens infirmiers intermédiaires selon un protocole arrêté par eux-mêmes avec les infirmières spécialisées en « santé au travail ».

Des actions sur le milieu de travail ou actions de tiers temps peuvent être menées en collaboration médecin-infirmière.

Certaines actions sont également réalisées en partenariat avec les ACFI du service de prévention des risques professionnels.

La médecine de prévention professionnelle est classiquement organisée en trois parties :

- ◆ la prévention primaire concernant toutes les actions pouvant permettre d'éviter la survenue d'accidents ou de pathologies dues au travail,
- ◆ la prévention secondaire axée sur la recherche d'indices de dysfonctionnements individuels ou collectifs pouvant être corrigés,
- ◆ la prévention tertiaire (parfois après échec des deux premières) qui s'occupe de l'adaptation des postes ou des reclassements en cas de pathologies invalidantes ou après accidents.

Réalisation de la surveillance médicale

EVOLUTION DES ADHESIONS

Nouvelle collectivité ayant adhéré en 2015 soit 48 agents : Mairie des Gets

	Nombre de visites et entretiens infirmiers effectués	Nombre de visites périodiques et entretiens infirmiers	Nombres de visites à la demande
2013	3 939	2011	513
2014	4 400	2415	594
2015	4 464	2368	750

VISITES MEDICALES

	Nombre de collectivités adhérentes	Nombre d'agents à surveiller	Nombre de convocations	Nombre de visites effectuées	Absentéisme
2013	352	10 177	4 233	3 939	7%
2014	361	13 951	4 659	4 400	5 %
2015	335	15 488	4 687	4 464	4,75 %



Le travail mené sur la mise à jour des données du service concernant l'effectif des collectivités ainsi que les données issues du logiciel MEDTRA ont permis de mieux cerner la population surveillée par le service. Le nombre des collectivités adhérentes a crû ces 5 dernières années avec une légère baisse en 2015 plutôt liée aux regroupements entre collectivités qu'à un non renouvellement de conventionnement. Les effectifs ont augmentés de manière plus importante que ne le laisserait supposer le nombre de nouvelles collectivités adhérentes. En effet, l'important travail de mise à jour de ces effectifs par le secrétariat du service permet la prise en compte par le logiciel MEDTRA des agents contractuels qui ne l'étaient pas avec la base utilisée antérieurement et issue du logiciel AGIRHE.

Parmi ces visites réalisées, on constate toujours une augmentation des visites à la demande le plus fréquemment à la demande des collectivités pour des dossiers complexes mais aussi pour des problématiques particulières. Les visites à la demande des agents ne sont pas négligeables, elles sont de plus en plus souvent en lien avec des situations de souffrance au travail.

Ces visites sont plus longues que les visites périodiques, nécessitant en général, adaptation de poste ou reclassement et rédaction de plusieurs courriers à l'issue. Les situations de risques psycho-sociaux ont augmenté considérablement au cours de l'année 2015.

ENTRETIENS INFIRMIERS

Ils sont réalisés par l'infirmier spécialisé en santé au travail, en coopération et sous la responsabilité du médecin, en alternance avec les visites médicales réalisées par le médecin de prévention de la collectivité. Les entretiens infirmiers se sont poursuivis en 2015 et on en comptabilise 1 006 en fin d'année.

REALISATION DES EXAMENS COMPLEMENTAIRES PAR LES ASSISTANTES

La formation des assistantes médicales à la réalisation des examens complémentaires a eu lieu au cours de l'été 2015. **La réalisation par les assistantes médicales de ces examens a pu débuter dès le mois de septembre 2015.** Ces examens sont effectués préalablement à l'examen clinique par le médecin de prévention pour les visites d'embauche et les visites périodiques des agents convoqués dans les locaux du service. Cette évolution contribue à l'optimisation du temps médecin.

ACTIONS SUR LE MILIEU DE TRAVAIL

Ces interventions plus fréquentes correspondent à une évolution du fonctionnement du service et semblent être reconnues et demandées par les collectivités. L'augmentation des visites de terrain, notamment des visites de poste, favorise le travail d'équipe et permet de favoriser la prévention primaire.

Visites de locaux en accompagnement des ACFI :

L'accompagnement des visites d'inspection des ACFI s'est poursuivi et contribue à la diffusion des messages de prévention. **29 visites de ce type ont pu être réalisées en collaboration avec le service prévention en 2015.**

Visites du poste de travail :

La réalisation de visites de locaux, du poste de travail se fait le plus souvent à la demande du médecin de prévention à la suite de problématiques collectives ou individuelles perçues lors des visites médicales.

Au cours de l'année 2015, 41 interventions dont 30 visites de poste ont été effectuées représentant 120 heures d'intervention.

Autres actions sur le milieu de travail :

- ◆ Actions de sensibilisation à des risques identifiés :

Ces actions de sensibilisation intéressent un groupe d'agents (15 à 20) exposés au risque identifié au cours d'une **présentation interactive menée par un binôme médecin – infirmière en général.**

- **Accident d'exposition au sang,**
- **Risque alcool,**
- **RPS (risques psycho-sociaux).**

- ◆ Actions d'information pour les agents, pour leurs responsables :
 - **Poursuite des retours de l'enquête TMS et participation au forum d'Annemasse aggro,**
 - **Formation des encadrants à l'utilisation de la fiche de constat et de suivi (risque alcool) à Rumilly,**
 - **Animation annuelle de la journée mondiale sans tabac qui s'est déroulée à Annecy le vieux cette année,**
 - **Réalisation d'un protocole de suivi en cas d'agression (C2A),**
 - **Reclassement** et handicap en lien avec la référente handicap du CDG74.

- ◆ Aide et soutien des collectivités pour l'élaboration d'une politique de gestion du risque alcool : Ces actions sont préférentiellement menées sous la responsabilité d'un des deux médecins addictologues en collaboration avec le médecin de la collectivité concernée ou l'une des deux infirmières.

De telles actions sont en cours actuellement à Rumilly, Annemasse aggro, au SILA, Cran-Gevrier.

- ◆ Collaboration avec différents prestataires pour les études ergonomiques ou le maintien dans l'emploi (ADAPT 74, SAMETH, FIDEV, etc.).
- ◆ Participation à 17 réunions du CHSCT.
- ◆ Formations initiale et recyclage sauveteur secouriste pour les agents du CDG74 par les infirmières en santé au travail.
- ◆ Début de projet de collaboration avec la CARSAT : mise en place d'actions de sensibilisation aux TMS dans les EPHAD du département.

INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES

Actions en relation avec la prévention tertiaire : la cellule de maintien dans l'emploi

Les réunions de la cellule « Maintien dans l'Emploi » du CDG74 sont programmées chaque mois, en fonction des saisines effectuées par les collectivités auprès du secrétariat du pôle Santé au Travail.

Chaque dossier fait l'objet d'une notification d'un avis de la cellule et d'un suivi.

Elle est davantage sollicitée et doit continuer à fonctionner avec les mêmes acteurs et sur le même mode d'organisation (2 dossiers par matinée, 3 exceptionnellement), presque 30% des dossiers nécessitent la mise en place d'un projet de formation en vue d'une reconversion.

La mise en place de tels projets nécessitent un suivi conséquent, un investissement important et la collaboration de plusieurs acteurs (référénte handicap du CDG74, service des carrières, etc.).

Année	Nombre de cellules de maintien	Nombre de dossiers étudiés
2011	6	9
2012	10	18
2013	10	21
2014	11	21
2015	9	15

Devenir des dossiers de 2015 étudiés en cellule de maintien dans l'emploi :

	Reclassement interne ou maintien au poste avec aménagement	Formation qualifiante en cours ou bilan de reconversion professionnelle	Retrait pour invalidité	Licenciement pour inaptitude
Nombre de dossiers	9	4	1	1

Sur l'ensemble des 15 dossiers étudiés 3 agents ont pu bénéficier de la mise en place d'une auxiliaire de vie professionnelle et 3 agents d'un bilan de reconversion professionnel en collaboration avec Agir'h.

LA PARTICIPATION AU COMITE MEDICAL

Les médecins de prévention ont poursuivi leur action dans ce domaine et continuent à assister à tour de rôle, aux séances du comité médical de manière la plus régulière possible. Cette fonction de « veille » en étroite collaboration avec le secrétariat du comité médical permet des issues plus favorables ou conformes à la situation réelle des agents concernés et a conforté le travail d'équipe des médecins.

ACTIONS EN COLLABORATION AVEC LE SERVICE PREVENTION

Site Internet :

Un travail de groupe intégrant différents membres du service médecine et du service prévention a permis de redéfinir une architecture de la partie Santé au travail du site.

Participation au salon préventica :

La participation à ce type de manifestation permet de prendre connaissance de produits et outils en rapport avec la prévention, de demander des conseils auprès de professionnels présents et de bénéficier des informations relatives aux actualités de la prévention lors des conférences prévues sur le salon.

Participation aux démarches interservices

Les groupes de travail interservices mis en place au pôle santé et impliquant la participation des agents du service médecine, en collaboration avec le service prévention ou d'autres services du CDG74 ont été cette année :

- ◆ Les risques psycho-sociaux
- ◆ La mise en place de l'informatisation des dossiers médicaux (MEDTRA) et le suivi en lien avec le service informatique
- ◆ La poursuite de la mise en place du CHSCT, participation au CHSCT du CDG 74
- ◆ L'évolution du site Internet
- ◆ La cellule de pré reclassement
- ◆ Le projet ALGOE
- ◆ Le Magazine du CDG 74
- ◆ Le travail de nuit et les astreintes

Manifestations : les septièmes rencontres départementales

Ces rencontres se sont déroulées le 19 Novembre 2015 et ont rassemblé 104 participants venus de 67 collectivités.

Conventionnement avec l'association Psytra :

Cette convention prévoit la possibilité pour les médecins de prévention d'adresser de manière anonyme des agents en situation de souffrance au travail afin qu'ils puissent bénéficier d'une consultation par un binôme psychologue du travail et médecin spécialisé en psychodynamique du travail. Elle s'est poursuivie en 2015 et le bilan annuel montre toujours une augmentation des consultations réalisées pour des personnes en activité dans les collectivités territoriales.

Convention avec Agir'h et le CDG 73 :

Cette convention prévoit la mise en place d'un projet expérimental sous forme « d'un bilan d'orientation et de reconversion professionnelle » qui correspond à un bilan de compétences plus approfondi, d'environ 25h sur plusieurs mois, auquel s'associe une immersion en milieu de travail par des stages.

Cette convention a pu se poursuivre au cours de l'année 2015 et 3 agents en situation d'inaptitude et de reclassement ont pu en bénéficier en 2015.

Contacts avec d'autres services de médecine de prévention :

CDG 38, CDG 42, CDG 69 en particulier pour l'optimisation du fonctionnement du logiciel MEDTRA mais aussi pour l'analyse de pratiques en vue d'améliorer le service rendu.

PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Responsable du service : **Pierre KUHN**

- Conseillers/ Conseillère prévention : **Nicolas DELUGIN, Nicolas PECOULT et Fousia BOUILLOT**
- Secrétariat : **Aude PASTOR**

Interventions en collectivité

INSPECTION

Les interventions réalisées dans ce cadre en 2015 sont au nombre de **178** et se décomposent de la manière suivante :

- Inspections : **147**
- Participation CHSCT : **24**
- Autres : **7**



Variations dans le nombre d'adhésion

3 nouvelles collectivités ont adhéré au service

6 conventions n'ont pas été renouvelées.

Années	Nombre de collectivités	Nombre de visites d'inspection	Nombre de jours de visite
2011	122	140	97,5 jours
2012	115	157	103 jours
2013	156	173	120,5 jours
2014	159	190	126 jours
2015	156	178	107 jours

EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Dans le cadre de la convention conclue entre le CDG74 et le FNP, le service prévention est intervenu pour assister les collectivités à mettre en place le document unique d'évaluation des risques. Sur la base d'outils créés au sein du service, le service prévention a proposé :

- Des sessions de formation des comités de pilotage
- Des interventions visant à assister les collectivités au cours de leur projet

Cette démarche a donné lieu à **33** interventions d'assistance à la réalisation du document unique d'évaluation des risques pour **30** collectivités parmi lesquelles :

- **17** adhérentes au service
- **13** non adhérentes au service

Le service prévention a réalisé **211** interventions cumulées en collectivités sur 2015.

Démarches d'information des collectivités



DIFFUSION MAIL

450 mails ont été diffusés (aux collectivités affiliées) le 1^{er} juillet 2015 afin de les informer sur les risques liés à la chaleur.

PUBLICATION DANS LE MAGAZINE DU CDG74

Le service prévention est appelé à participer à la rédaction du magazine édité par le CDG74 à destination des collectivités.

RENCONTRES DEPARTEMENTALES

Le 19 novembre 2015, le CDG 74 a organisé les 7^{èmes} rencontres départementales de la Santé et de la sécurité au Travail à la salle Cap Périaz à Seynod.

Ont été abordés successivement au cours de cette journée, les thèmes suivants :

L'évolution des RPS dans les collectivités

L'exemple de la mise en place d'une démarche de prévention des RPS dans la ville d'Annemasse

La mise en place des astreintes dans les services

Les aides du FIPH (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées)

Le réseau prévention des Communautés de Communes



FORUM D'ANNEMASSE

Une délégation du Pôle Santé au Travail a été invitée à tenir un stand dans le cadre d'un forum organisé par la ville d'Annemasse le 10 novembre 2015 à destination de ses agents, sur le thème des risques psychosociaux (RPS) et des troubles musculo-squelettiques (TMS).

Animation réseaux

Le service prévention a créé 2 réseaux dont il assure l'organisation, la préparation, le suivi des travaux et l'animation.

RESEAU DES ASSISTANTS ET CONSEILLERS DE PREVENTION DES COMMUNAUTES DE COMMUNES

Les objectifs du réseau formé des assistants et conseillers de prévention des communautés de communes sont les suivants :

- Confronter les pratiques
- Identifier des problématiques de sécurité communes
- Etudier les solutions existantes, les contraintes réglementaires, et confronter les points de vue
- Définir ce que le groupe peut apporter aux pratiques constatées dans les différentes CDC et quelles sont les expériences utiles à partager
- Produire les outils jugés utiles
- Partager les résultats

Le travail du réseau a permis la publication des documents suivants, partagés sur le site Internet du CDG74 :

- ◆ Un bilan de sécurité
Questionnaire utilisé pour établir un bilan de sécurité dans leurs installations.
Ce bilan, en mettant en évidence les faiblesses des dispositifs existants, a permis d'orienter les réflexions du groupe sur les outils à créer.
- ◆ Guide de formation des gardiens de déchèterie
Le support de formation proposé peut être utilisé par les gestionnaires de déchèterie pour aborder ces sujets avec le gardien et répondre à leur obligation de formation à la sécurité des nouveaux embauchés.
- ◆ Notes d'information :
Ces notes d'information proposent une mise en perspective de ces risques dans les déchèteries en mettant en parallèle les risques constatés dans les établissements, les contraintes réglementaires applicables et des exemples de solutions envisageables.
- ◆ Modèles :
Les modèles qui sont proposés pour mettre en place ces démarches constituent une base librement adaptable.

RESEAU DES CONSEILLERS DE PREVENTION DES COLLECTIVITES

Destiné aux conseillers de prévention, ces réunions visent à établir un échange de pratiques et une réflexion commune sur les problématiques et thèmes d'actualité en rapport avec la mise en œuvre d'actions de prévention dans les services.

DEPLACEMENT GROUPE AU SALON PROFESSIONNEL PREVENTICA

Cette année encore, le CDG74 a affrété un bus afin de permettre aux personnes des collectivités intéressées de profiter d'un transport groupé pour se rendre au salon bi-annuel PREVENTICA qui a eu lieu le 13 octobre 2015.

25 collectivités ont profité de cette proposition et **31** agents nous ont accompagnés pour cette journée.



CHSCT

Le service prévention est appelé à participer au fonctionnement du CHSCT départemental.
Un préventeur référent a été désigné dans le service pour participer aux réunions, pour coordonner l'étude des dossiers et pour participer aux visites de terrain du CHSCT.

Cette activité a nécessité la participation à **5** réunions de CHSCT ainsi qu'à **5** réunions préparatoires, **3** réunions d'information, **2** visites de terrain en collectivité et la participation à la formation des membres du CHSCT.

Fonctionnement de service

PARTICIPATION AUX DEMARCHES INTERSERVICES

Les groupes de travail ou réunions interservices, mis en place pour certains au pôle santé, et impliquant la participation des agents du service prévention, en collaboration avec d'autres services du CDG74, ont été cette année :

En rapport avec le développement d'actions de prévention :

- Astreintes
- Pré-cellule de maintien dans l'emploi
- Organisation des rencontres départementales
- CHSCT : fiche de signalement de problématiques RPS

ECHANGES ET DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES

Les membres du service participent régulièrement à des réunions ou des journées d'information en lien avec des partenaires extérieurs sur des sujets relatifs à la prévention des risques :

- Participation aux journées organisées par la SMTDS
- Participation aux journées CAP prévention (OPPBTTP)
- Participation journée ANACT
- Participation information AZERGO
- Réunion SOFAXIS
- Réflexion en partenariat avec la CARSAT (problématique des EHPAD)

FORMATION DES AGENTS

Liste des collectivités dans lesquels le service PRP est intervenu, au titre de l'assistance pour la rédaction du document unique, au cours de l'année 2015 :

- | | |
|-------------------------|---------------------------|
| ◆ Magland | ◆ St-Sylvestre |
| ◆ Boège | ◆ Droisy |
| ◆ Contamines Montjoie | ◆ CDC Montagnes du Giffre |
| ◆ Serraval | ◆ St Cergues |
| ◆ Bouchet Montcharvin | ◆ Arenthon |
| ◆ CCAS Magland | ◆ Ehpads de Viry |
| ◆ St Sigismond | ◆ CDC Val Usses+Sivom |
| ◆ Beaumont | ◆ CDC pays d'Evian |
| ◆ Cranves Sales | ◆ Collonges sous Salève |
| ◆ Vougy | ◆ CDC Haut-Chablais |
| ◆ Valleiry | ◆ Viuz la Chiesaz |
| ◆ Nonglard | ◆ Araches la Frasse |
| ◆ St-Eusèbe | ◆ Fier et Usses |
| ◆ St Jeoire en Faucigny | ◆ CDC Bas Chablais |
| ◆ Essert Romand | ◆ Amancy |
| ◆ Crempigny Bonneguête | |

INSTANCES MEDICALES

Directrice du service : **Annick DESCOMBES**

Collaborateurs/collaboratrices : **Patricia EUMONT-CAMUS** et **Sonia LALLA** (depuis Septembre 2015)

Généralités

3^{ème} année d'existence du pôle, 2015 a été une année particulière puisque pendant 5 mois, l'effectif a été réduit de 50% et que parallèlement l'activité a continué à augmenter.

L'expérience acquise les deux années précédentes et un ajustement des prestations servies a permis d'éviter un retard significatif dans le traitement des dossiers. Il est à noter que toutes les situations urgentes ont été prioritaires.

869 dossiers ont été traités par le comité médical, **50** ont été différés, **196** en commission de réforme (7 différés).

L'activité du pôle en 2015 représente 40% de l'activité globale de la commission de réforme et du comité médical de la Haute-Savoie. En nombre de séances, le rapport est de 25% pour le CDG74 et 75% pour la direction départementale de la cohésion sociale.

Globalement, sur les deux instances, il a été constaté une hausse des demandes de conseil émanant tant des services RH que des agents eux-mêmes. La surcharge de travail pour les uns et la « détresse » devant la maladie souvent associée à une situation sociale compliquée expliquent cette hausse.

Le travail fait en commun, avec les autres pôles du CDG74, a permis à la fois d'apporter des solutions appréciées des uns et des autres et de montrer l'expertise et l'efficacité des agents du CDG74.

COMMISSION DE REFORME

- **79 collectivités** concernées sur les 472 affiliées soit 17%
- **157 agents**, soit une stagnation du nombre d'agents concernés par rapport à 2014
- **196 dossiers** inscrits à l'ordre du jour, soit un retour à l'activité de 2013
- en moyenne **16 dossiers** examinés en séance

COMITE MEDICAL

- **137 collectivités** concernées sur les 472 affiliées soit 29%
- **408 agents**, soit une hausse de 12% par rapport à 2014
- **869 dossiers** inscrits à l'ordre du jour, soit une hausse de 11% par rapport à 2014 et 27% par rapport à 2013
- en moyenne **72 dossiers** examinés en séance au lieu de 53 en 2013

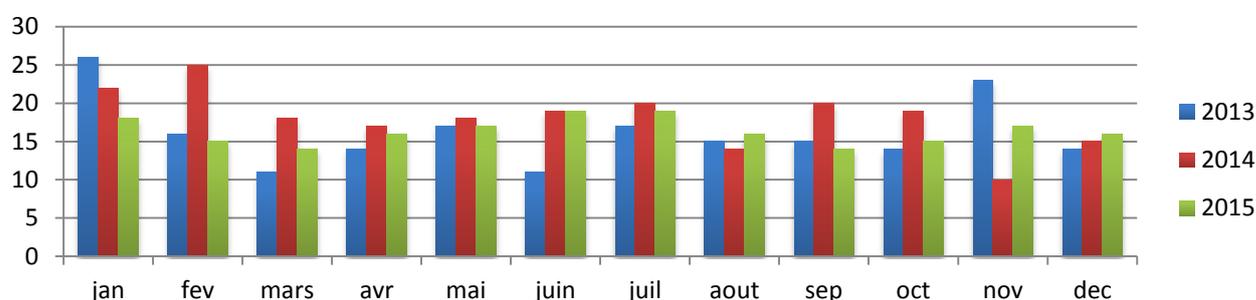
Commission de reforme

Sur l'année 2015, on constate une baisse du nombre de dossiers examinés par la commission.

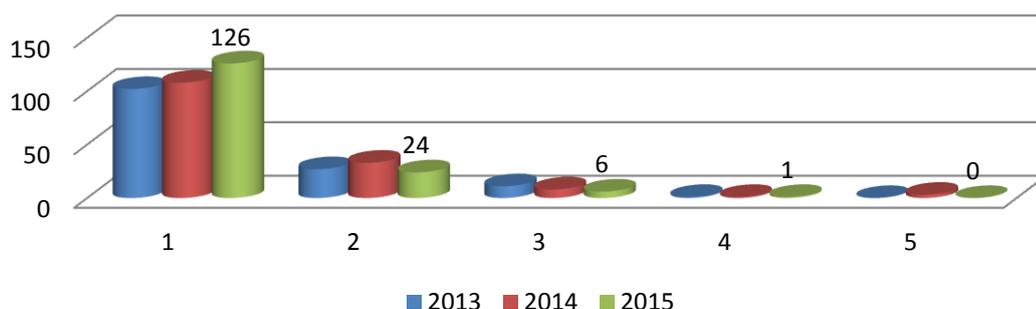
Par ailleurs, on constate une hausse importante des dossiers liés à la maladie professionnelle au détriment de ceux liés aux accidents de service (en 2015, les dossiers de maladie professionnelle représentaient 35% des dossiers au lieu de 22% en 2014, la proportion des dossiers de retraite pour invalidité restait la même).

En dehors du nombre de dossiers examinés chaque mois, le secrétariat de la commission a fait face à une augmentation des tâches administratives, en particulier depuis la prise en charge des dossiers des fonctionnaires de la Région. Les représentants du collège des fonctionnaires ou des agents viennent consulter les dossiers chaque mois, ce qui requiert systématiquement la préparation des dossiers, car tous les documents ne sont pas communicables. La préparation doit être faite en fonction de la personne qui consulte.

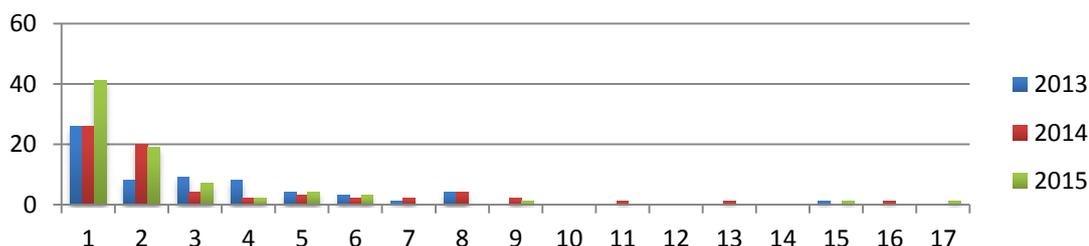
Nombre de dossiers examinés 2013/2015



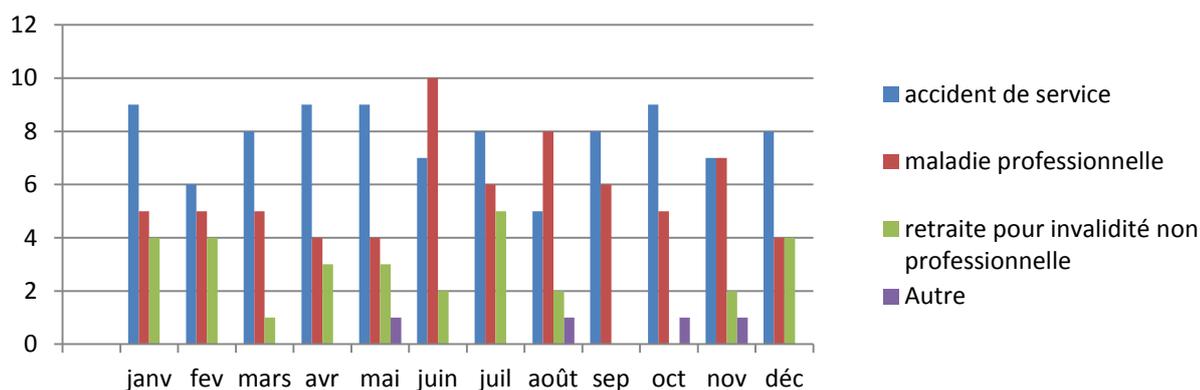
Nombre de passages par agent 2013/2015



Nombre de passages par collectivité 2013/2015



2015 : Motifs de saisine



COMITE MEDICAL

L'activité du comité médical a augmenté en 2015 : 18% de plus qu'en 2014 pour le nombre de saisines et 11% pour les dossiers instruits.

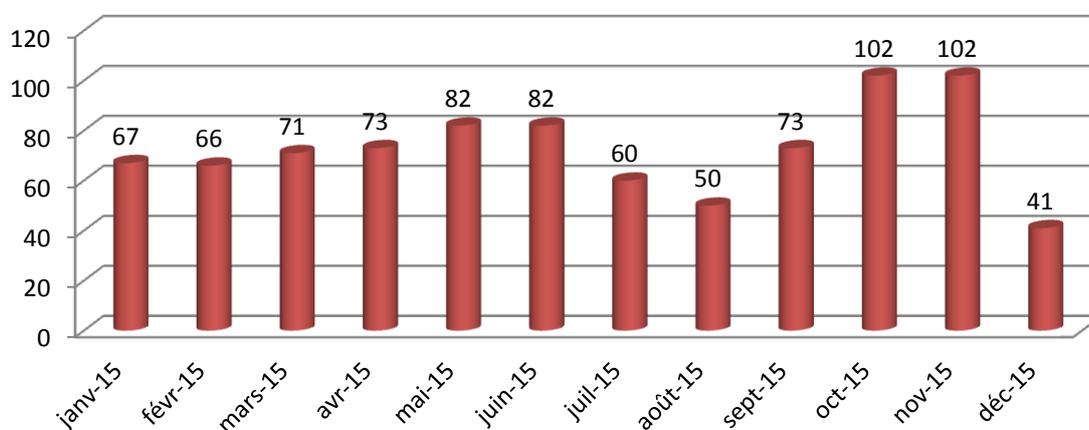
La hausse touche également le nombre de collectivités et le nombre d'agents concernés.

Le vieillissement de la population territoriale, le report du départ en retraite et la nécessité de travailler plus pour obtenir le nombre de trimestres nécessaires à une retraite à taux plein sont autant de raisons à l'accroissement du nombre de dossiers traités par le comité médical.

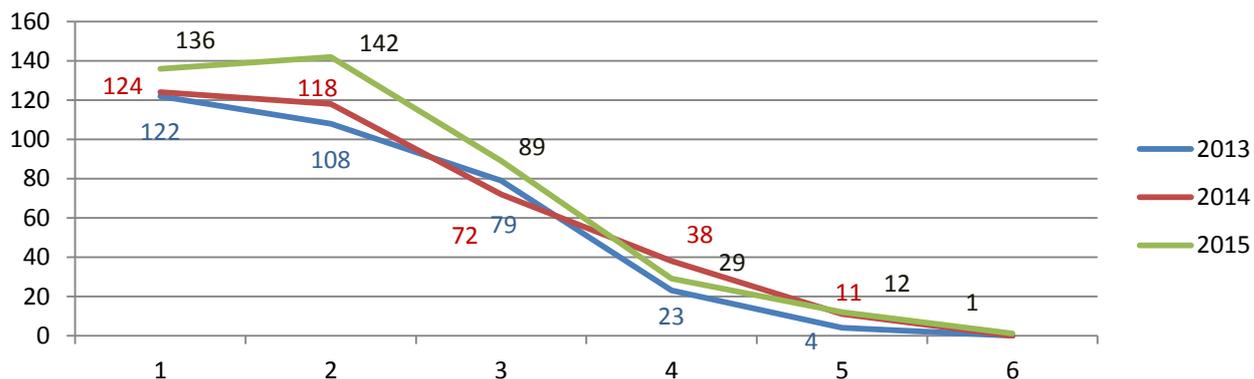
On constate à la fois, une hausse des congés de maladie (ordinaire, longue maladie et longue durée) et une hausse des retours à l'emploi. Par contre, une baisse des reclassements associée à l'augmentation des disponibilités d'office pour raison de santé montre que les collectivités ont moins de moyens de maintenir dans l'emploi les agents physiquement inaptes.

En matière de pathologie, on peut noter la hausse continue des maladies dites « psychiatriques », pathologies liées au « mal être au travail » et/ou à la situation sociale et financière d'un certain nombre d'agents.

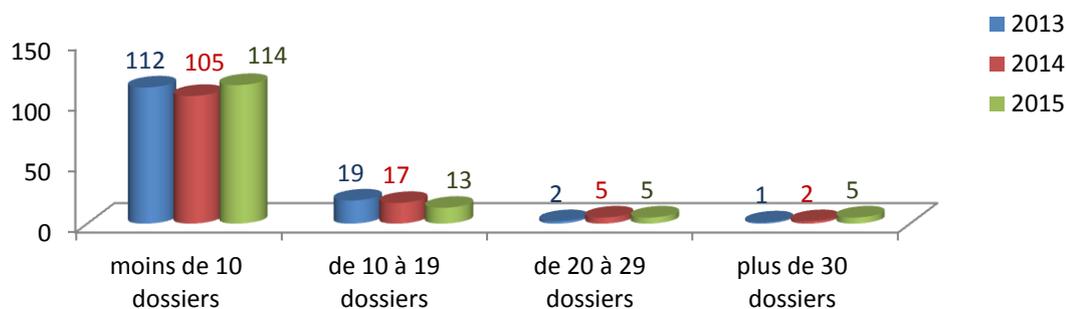
Nombre de dossiers par séance



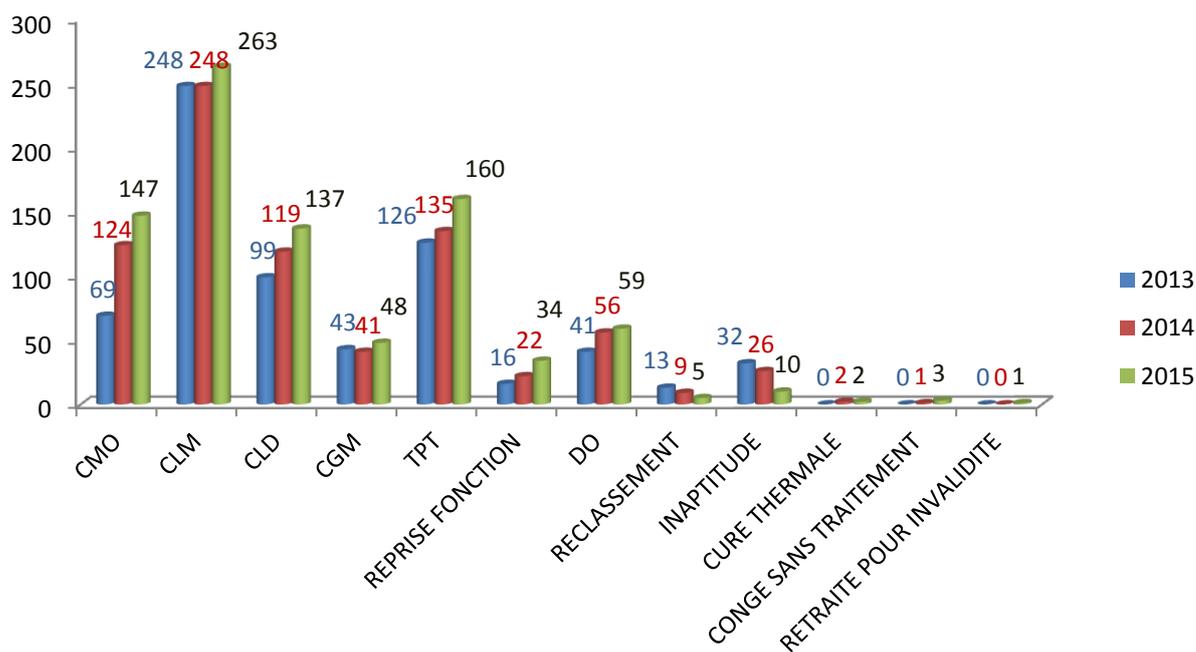
Nombre de passages par agent de 2013 à 2015



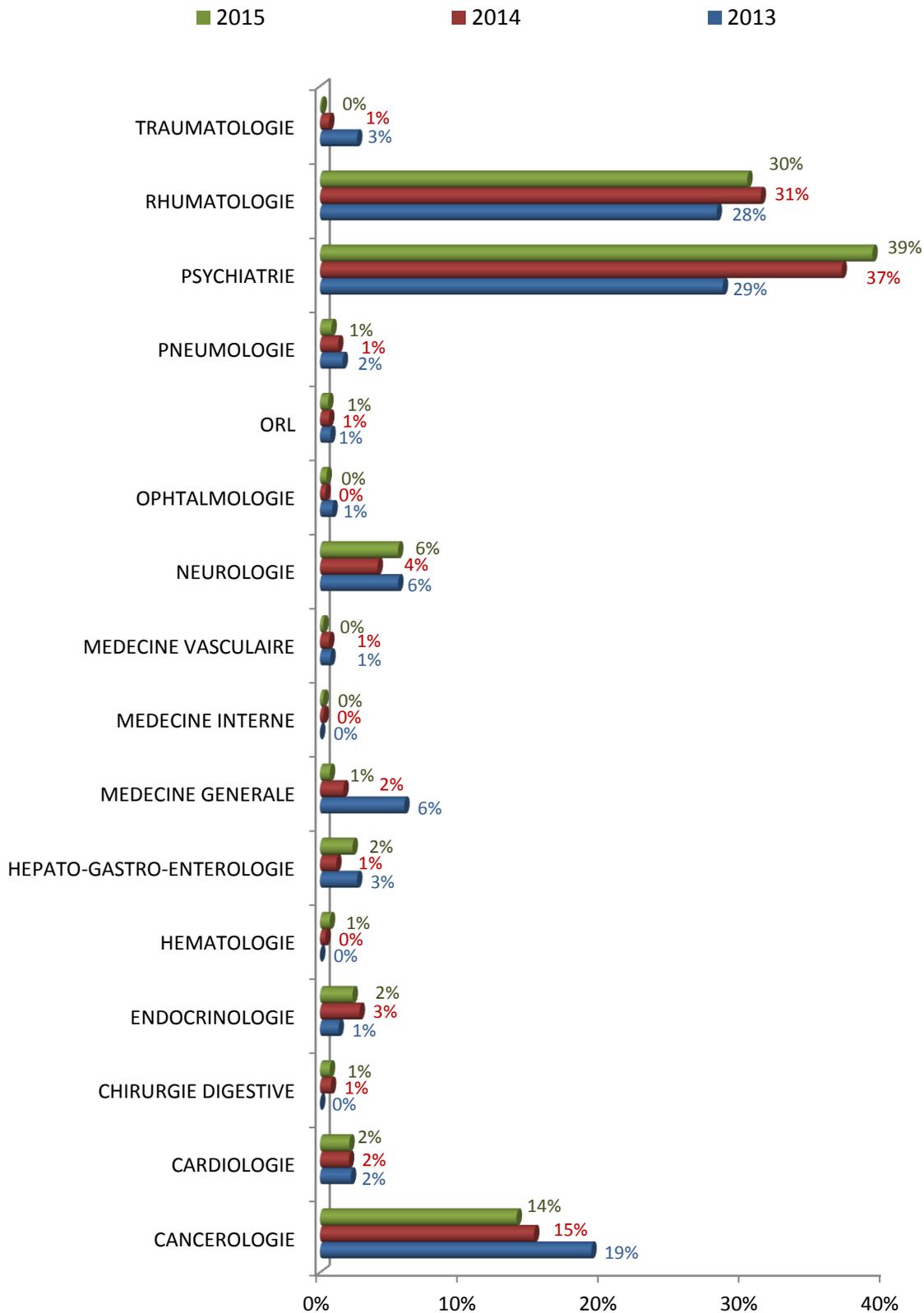
Nombre de dossiers étudiés par collectivité 2013 à 2015



Motif de saisine 2013 à 2015



Pathologie



Instances médicales



MISSION HANDICAP



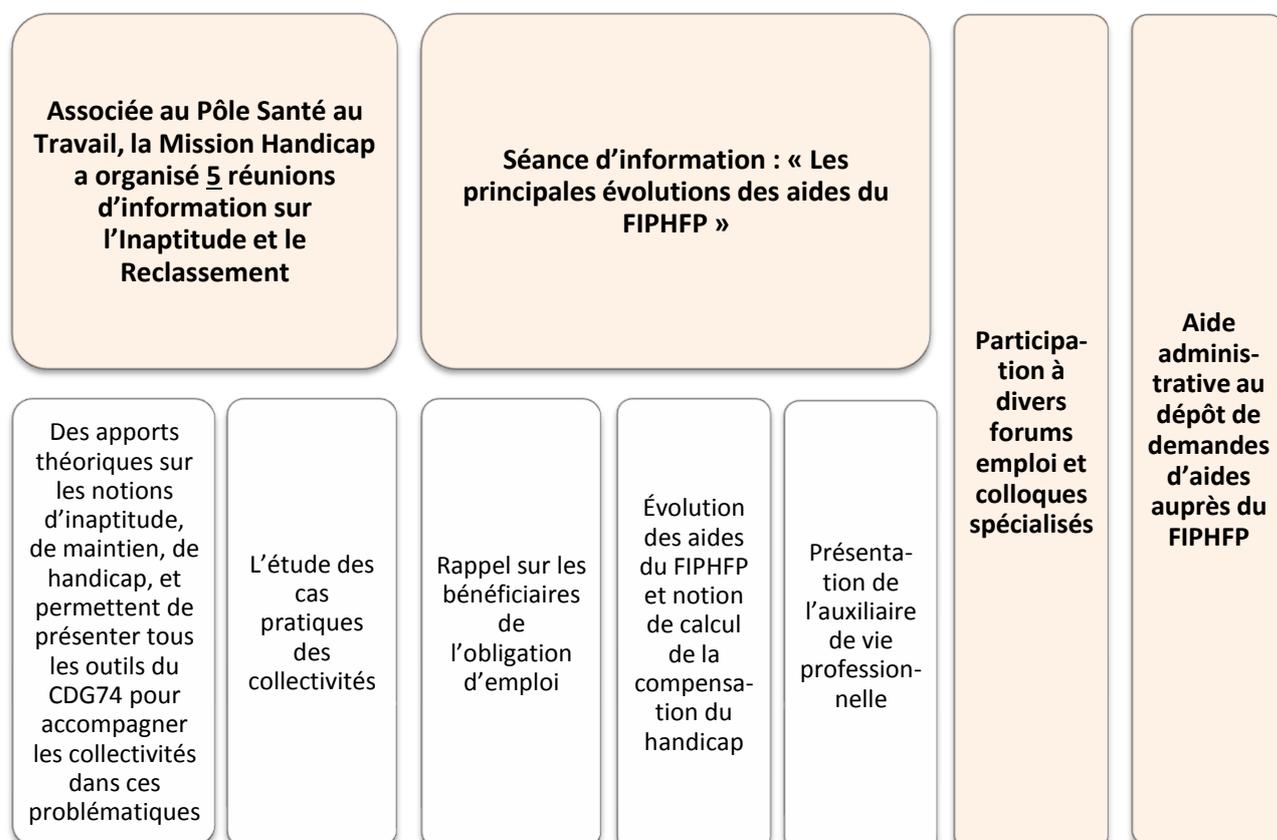
Responsable du service : **Stéphanie PANAZZA-ROSSI** (jusqu'en août 2015), **Anne FAUCONNET** (depuis septembre 2015)

Dans le cadre de la convention 2013-2016 de partenariat FIPHFP/ CDG74, le CDG74 a poursuivi les actions prévues sur différents axes :

- ◆ Sensibilisation des acteurs des collectivités
- ◆ Action en faveur du recrutement de personnes en situation de handicap
- ◆ Action en faveur du maintien dans l'emploi
- ◆ Développement d'un rôle ressources dans le domaine de l'accessibilité
- ◆ Investissement de la voie de l'apprentissage au bénéfice des jeunes et moins jeunes en situation de handicap

Mission handicap

Sensibilisation



Maintien dans l'emploi

La cellule « Maintien dans l'emploi » s'est réunie à 9 reprises en 2015 pour l'examen de 15 situations d'agents en difficulté pour continuer d'exercer leur emploi.

En 2015 a été initiée une **pré cellule de reclassement** : une fois par mois l'ensemble des collaborateurs du CDG74 pouvant être saisis de situations de risque d'inaptitude se réunissent afin de croiser leurs informations. En effet un agent, une collectivité peuvent être amenés à contacter ces différents agents, et il est important afin d'anticiper les situations de croiser au mieux les informations, toujours dans le respect de la confidentialité et du secret médical. Animées par la mission handicap, ces réunions mensuelles regroupent : un représentant du pôle Carrières ; un représentant du pôle Instances Médicales ; un représentant du pôle Recrutement Emploi Mobilité ; un médecin de prévention ; une infirmière de santé au travail.



Accessibilité

L'année 2015 aura été consacrée à la formation des chargés de mission handicap, nécessaire avant d'envisager une action de conseil auprès des collectivités qui ont souvent été mobilisées en 2015 sur le dépôt de leurs ADAP (Agenda d'Accessibilité Programmée) pour leurs ERP (Etablissement Recevant du Public) ou leurs IOP (Installations Ouvertes au Public).

Apprentissage aménagé

Le CDG74 est accompagné dans cette démarche par Solidarité pour Réussir avec lequel un marché a été passé pour la période 2013-2016.

Sur la rentrée 2015 ce sont deux nouveaux contrats qui ont été signés, et trois contrats qui ont été prolongés pour une troisième année

Réunions chargés de mission handicap CDG Rhône-Alpes

3 réunions ont eu lieu en 2015 entre chargés de mission des CDG de la région Rhône-Alpes. Outre l'échange de pratiques et la mise en cohérence des actions entre départements de la région autour de la problématique du handicap, ce réseau permet de solliciter des formations réellement adaptées aux besoins des chargés de mission handicap : cela a été le cas en 2015 des formations accessibilités qui ont été suivies par tous.

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Directrice du service : **Laëtitia GUIZARD**

- **Stéphanie REY-GORREZ**
- **Violette N'GAUV**
- **Françoise CROMBEZ**
- **Dellias CHATELAIN**
- **Thierry GUILLOT** (*jusqu'en octobre 2015*)
- **Fabienne PANISSET**

Action sociale

Dans le prolongement de la loi du 19 février 2007 instaurant l'obligation de mise en œuvre d'une politique d'action sociale en faveur des agents, le CDG74 a développé des réponses adaptées à la situation variée des collectivités, en proposant des dispositifs « à la carte », tant en matière de prestations sociales proposées dans le cadre du PASS74, en vigueur depuis fin 2010, que dans le domaine de la protection sociale complémentaire avec le projet de contrat-cadre depuis 2012.

PASS 74



Depuis le 1^{er} janvier 2015, **33** collectivités (soit 1 550 agents) ont bénéficié du PASS74 dont :



10 collectivités pour les chèques CESU (soit 815 agents)



26 collectivités pour les tickets restaurants (soit 713 agents)



14 collectivités pour les chèques vacances (soit 656 agents)



17 collectivités pour les chèques réductions & bons KDO (soit 523 agents)



5 collectivités pour l'accompagnement financier (soit 126 agents)

INTERIALE 2013/2018

26 communes ont adhéré à la protection sociale complémentaire Intériale (soit 2 746 agents). Deux réunions de suivi ont été organisées les 25/09/2015 et 30/11/2015.

COLLECTEAM 2014/2019

15 collectivités (soit 333 agents) ont adhéré à la protection sociale complémentaire Collecteam (*date d'effet au 1^{er} janvier 2014*).

Assistance Administrative

INDEMNISATION PERTE D'EMPLOI :

L'assistance aux collectivités pour le calcul des allocations chômage et le montage des dossiers d'indemnisation pour perte d'emploi est assurée par le service paie-chômage du CDG74.

Le nombre de dossiers traités en 2015 est de **131** ; 1 dossier est par ailleurs géré mensuellement.

21 collectivités ont eu recours à ce service.

SERVICE PAIES :

En 2015, le CDG74 a élaboré **3 939** bulletins de paie, dont **1 900** pour les collectivités affiliées au CDG74.

Nombre de paies réalisées	Janv. 15	Fév. 15	Mars 15	Avril 15	Mai 15	Juin 15
COLLECTIVITES	154	154	164	162	164	170

Nombre de paies réalisées	Juillet 15	Août 15	Sept.15	Oct. 15	Nov. 15	Déc. 15
COLLECTIVITES	180	168	171	159	165	169

TOTAL Nombre de paies réalisées : 1 980

Réunions CPAM

Le CDG74 a mis en place un partenariat avec la CPAM de Haute-Savoie afin de faciliter les relations des collectivités affiliées avec cet organisme, notamment dans la gestion des dossiers d'indisponibilité physique des agents territoriaux du département. 180 participants étaient présents sur les trois réunions organisées le 13 octobre 2015 à Seynod (2 sessions) et le 15 octobre 2015 à Archamps.



Contrat groupe d'assurance des risques statutaires

Dans le cadre du démarrage du contrat d'assurance groupe à adhésion facultative, garantissant les risques statutaires des collectivités et établissements publics de Haute-Savoie, un accompagnement a été mené auprès des collectivités adhérentes, et plus particulièrement auprès des nouvelles collectivités du marché à tranches conditionnelles (Publier et Saint Pierre en Faucigny).

Des formations ont été mises en place dans le cadre de ce contrat :

- ◆ Le 26 mars 2015 : maîtriser la gestion des absences ;
- ◆ Le 21 mai 2015 : la dématérialisation (deux sessions) ;
- ◆ Les 8 et 9 septembre 2015 : conduire une démarche de prévention des risques psycho-sociaux.

Un recensement des formations pour l'année 2016 a été envoyé à l'ensemble des collectivités adhérentes au contrat en fin d'année 2015.

Assurance statutaire 2015

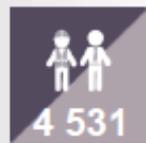
Centre de gestion de la Haute-Savoie



Chiffres clés de votre contrat



Collectivités assurées
dont 46 de + 30 agents



Agents CNRACL dont
3 203 pour collectivités
de + 30 agents



Agents
IRCANTEC



RDV réalisés
au sein des
collectivités



Frais médicaux saisis



Prestations saisies



Documents reçus
(Internet)



Documents reçus
(papier)

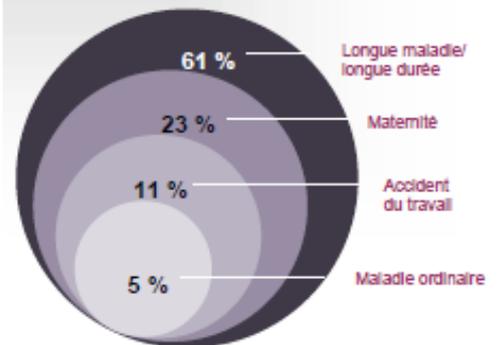


Collectivités en
déclaration numérique



Absentéisme

Taux d'absentéisme : 8.5 %
Durée moyenne d'un arrêt : 38.5 jours
Soit 386 agents à temps plein absents sur l'année
Répartition de l'absentéisme par nature d'arrêt en
fonction de la durée moyenne:



Services utilisés



Sollicitations
juridiques



Études
statistiques



Contre-visites



96
Expertises
médicales



Programmes
Soutien / maintien
dans l'emploi



12
Recours
contre tiers



Prestations versées

Situation arrêtée au 02/02/2016, données indicatives non clôturées,
non provisionnées



SECRETARIAT DE MAIRIE ITINERANT

Directrice du service : **Laëtitia GUIZARD**

- Secrétaires de mairie itinérants : **Nathalie BERNARD** et **Thierry GUILLOT** (*depuis octobre 2015*)
- Secrétariat : **Marie-Ange WAGON**

Nos secrétaires de mairie itinérants sont intervenus dans **13** collectivités différentes, pour des missions d'une durée de 1 à 59 jours.



2 CVA

• 59 jours



VALLORCINE

• 8 jours



CORDON

• 1 jours



SI DE FLAINE

• 12 jours



MESSERY

• 4 jours



FESSY

• 8 jours



DINGY

• 18 jours



VIUZ LA CHIESAZ

• 21 jours



MEILLERIE

• 51 jours



NERNIER

• 18 jours



CLERMONT

• 8 jours



ARCHAMPS

• 28 jours



BALLAISON

• 20 jours



ARMOY

• 4 jours

Secrétariat de mairie itinérant

ARCHIVES



Responsable du service : **Sophie ZANARDO** (*responsable depuis novembre 2015*)

- Archivistes : **Monique VIALLET**, **Marie-Edith PETIT**, **Simon PAILHES**, **Coralie PIERRY**, **Emilie AMPS** (*jusqu'en août 2015*), **Méline HENRICH** (*depuis septembre 2015*), **Florence GAREL** (*arrivée début janvier 2015, a quitté le service 3 semaines plus tard*)
- Secrétariat : **Marie-Ange WAGON**

Missions proposées

Le diagnostic

- Il s'agit d'établir un état des lieux des archives.
- Comprend un récolement sommaire des documents, des conseils en matière de conservation et classement, la rédaction d'un devis pour une éventuelle intervention pour le traitement des archives.
- Est effectué à tour de rôle par l'un des archivistes.

L'intervention

- Comprend le traitement des dossiers clos (tri, classement, rédaction d'un instrument de recherche) ainsi que la formation du personnel aux techniques de classement et d'archivage.
- Peut également comprendre la réalisation et mise en place de plans de classement des archives courantes pour un secrétariat ou différents services.

La maintenance

- Consiste en une mise à jour du classement et de l'archivage.
- S'effectue dans les collectivités qui ont au préalable fait l'objet d'une mission d'intervention et est assurée par l'archiviste qui a réalisé le traitement des archives.
- Peut également avoir lieu dans des collectivités qui ont ponctuellement fait classer leurs archives par un archiviste recruté localement ou par une société d'archivage privée.

Tableau récapitulatif des activités des archivistes

(Diagnostics – Interventions)

Type de mission	Collectivité	Durée		Période
		Jours	h / jour	
Diagnostic	Communauté de Communes des Montagnes du Giffre	0,5		10 février 2015
	Vanzy	0,5		19 mars 2015
	EHPAD Les Jardins de l'Île (Seysssel)	1		26 mars 2015
	Chilly	0,5		27 mars 2015
	Saint-Félix	1		27 mars 2015
	Marlens	0,5		31 mars 2015
	Thônes	2		10 avril 2015
	Fillinges	1		24 avril 2015
	Chevrier	0,5		15 juin 2015
	Syndicat Intercommunal du Foron (SIFOR)	0,5		3 août 2015
	Servoz	0,5		3 septembre 2015
	Frangy	0,5		9 septembre 2015
	Communauté de communes de la Vallée Verte	0,5		22 octobre 2015
	Morzine	1		3 novembre 2015
	Lucinges	1		19 novembre 2015
Interventions E. AMPS	Cran-Gevrier	68	8	Janvier-mai 2015
Intervention M. HENRICH	Nangy	13	8	Novembre-décembre 2015
Interventions S. PAILHES	Communauté de l'Agglomération d'Annecy (C2A)	100	8	Février-mars 2015, juin-juillet 2015, septembre 2015-février 2016
	Communauté de Communes de la Semine	52	8	Mars-juin, août-septembre 2015
Intervention M.E. PETIT	Aviernoz	20	7	Septembre-décembre 2015
	Cusy	16	8	Avril-juin 2015
Interventions C.PIERRY	Scientrier	28	8	Janvier-mars 2015
	Communauté de communes du Pays du Mont Blanc	35	7	Mars-juin 2015
	Praz sur Arly	29	7	Septembre-novembre 2015 (mission en cours)
	Hauteville-sur-Fier	10	8	Décembre 2015-janvier 2016 (mission en cours)
Interventions S. ZANARDO	Ville-en-Sallaz	25	8	Janvier-février 2015
	Saint-Julien-en-Genevois	29	8	Février-avril, juin 2015

Service archives

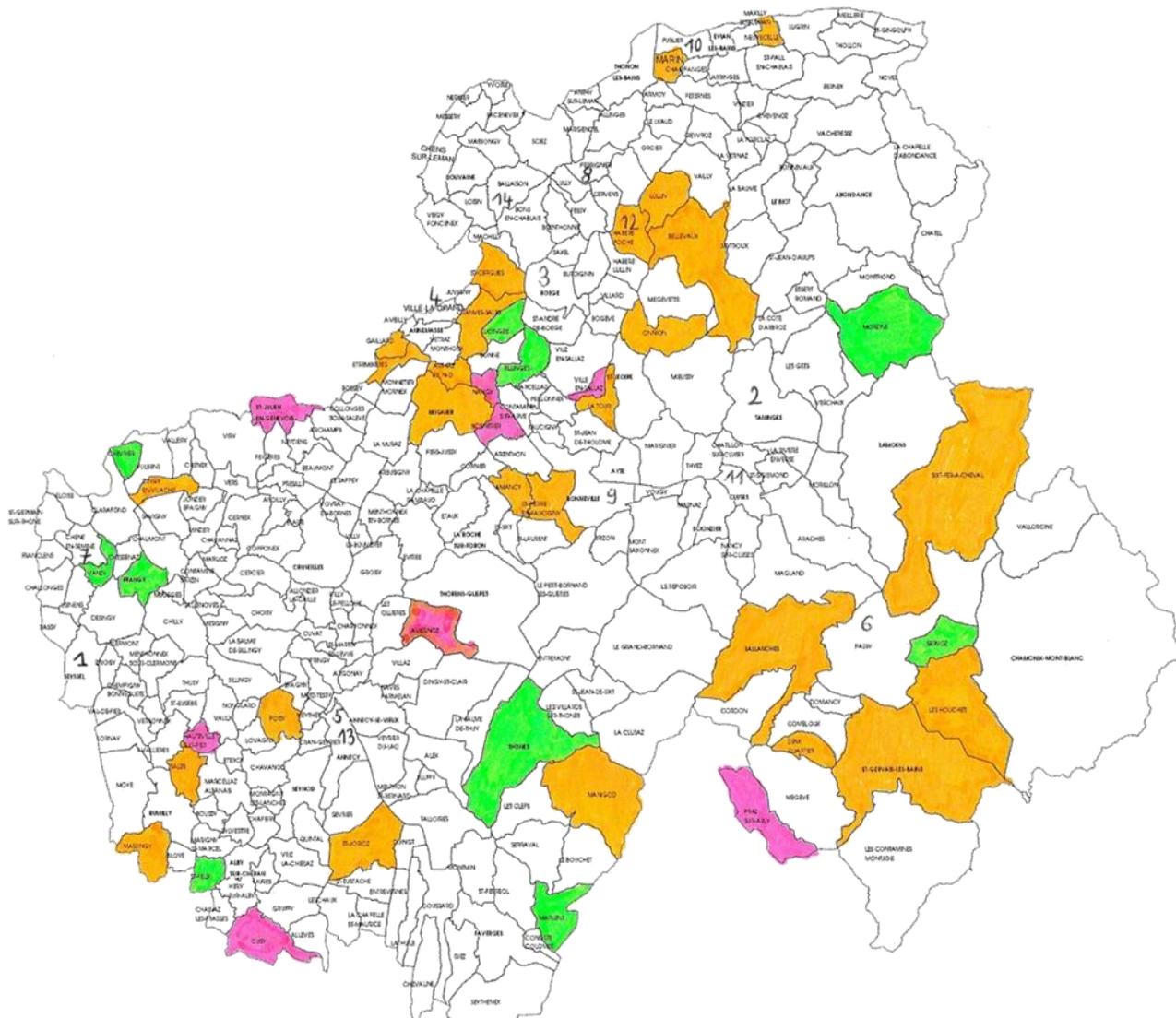


Tableau récapitulatif des activités des archivistes

(Maintenances)

Type de mission	Collectivité	Durée		Période
		Jours	h / jour	
Maintenance E. AMPS	Saint-Jorioz	28	8	Mai-juillet 2015
Maintenance F.GAREL	Poisy	12	8	Janvier 2015
Maintenance M. HENRICH	Communauté de Communes Faucigny Glières	26	8	Septembre-octobre 2015
	Service Omnisports-2CCAM (ancien Syndicat Intercommunal Omnisports de la Vallée de l'Arve)	7	8	Octobre-novembre 2015
	Amancy	16	8	Oct.- nov. 2015
Maintenance S. PAILHES	Dingy-en-Vuache	6	8	Janvier-février 2015
Maintenance M.E PETIT	Etrembières	27	7	Janvier-mars 2015 Juin-septembre 2015
Maintenance C. PIERRY	Reignier Esery	2	8	Janvier 2015
	Cranves Sales	10	8	Janvier 2015
	Manigod	10	8	Juin-Juillet 2015
	Communauté de communes du Pays d'Evian	15	7	Juillet-août 2015
	Marin	10	7	Août-septembre 2015
Maintenance M. VIALLET	Saint-Pierre en Faucigny	8	8	Janvier-février 2015
	Bons en Chablais	1	6	Janvier 2015
	Sâles	14	8	Janvier-mars 2015
	SILA	25	8	Février-avril 2015
	Gaillard	7	8	Avril-mai, octobre 2015
	Sixt Fer à Cheval	7	7	Mai, novembre 2015
	Maxilly sur Léman	30,5	7	Juin-juillet, septembre 2015
	Sallanches	19	7	Août-octobre 2015
	Lullin	5	7	Nov.-déc.2015
	Saint-Gervais les Bains	19	7	Oct.-déc. 2015
Maintenance S. ZANARDO	Massingy	5	8	Mai-juin 2015
	La Tour	5	7	Juin 2015
	Onnion	7	7	Juin-juillet 2015
	Syndicat mixte d'accueil des gens du voyage sédentarisés et non sédentarisés du Chablais (SYMAGEV)	3	7	Juillet 2015
	Saint-Cergues	12	7	Juillet-août 2015
	Les Houches	10	7	Août-septembre 2015
	Demi-Quartier	9	7	Septembre 2015
	Habère-Poche	4	7	Sept.- oct. 2015
	Syndicat intercommunal des Habères	3	7	Sept.- oct. 2015
	Bellevaux	7	7	Octobre 2015
	Arthaz-Pont-Notre-Dame	5	7	Oct.- nov.2015
Communauté de communes des Collines du Léman	8	7	Nov.- déc. 2015 (en cours sur 2016)	

Carte des interventions du service en Haute-Savoie en 2015



Diagnostic / Intervention / Maintenance

LEGENDE

1. EHPAD de l'île (Seysssel).
2. Communauté de Communes du Giffre (Taninges).
3. Communauté de Communes de la Vallée Verte (Boège).
4. Syndicat Intercommunal du Foron – SIFOR (Ville-la-Grand).
5. Communauté de Communes de l'Agglomération d'Annecy (Annecy).
6. Communauté de Communes Pays du Mont Blanc (Passy).
7. Communauté de Communes de la Semine (Chêne-en-Semine).
8. Communauté de Communes des Collines du Léman (Perrignier).
9. Communauté de Communes Faucigny-Glières (Bonneville).
10. Communauté de Communes du Pays d'Evian (Publier).
11. Syndicat Intercommunal Omnisports de la Vallée de l'Arve (Cluses).
12. Syndicat Intercommunal des Habères (Habère-Poche).
13. Syndicat Mixte du Lac d'Annecy – SILA (Annecy).
14. Syndicat Mixte des Gens du Voyage sédentarisés et non sédentarisés – SYMAGEV (Ballaison).

Statistiques

Après une croissante exceptionnelle en 2011, le nombre de diagnostics est redevenu stable par rapport aux années antérieures. Les taux de retour après une première intervention (acceptation de maintenance périodique) et après une maintenance (demande de maintenance régulière) ont baissé après avoir connu une augmentation constante. L'augmentation du taux horaire et les délais d'attente en sont probablement la cause.

Cependant, le nombre de demandes de missions a nécessité le recrutement d'un nouvel archiviste. Cela montre l'intérêt des collectivités pour le traitement et la gestion de leurs archives et la nécessité d'un service de spécialistes au sein du CDG74.

STATISTIQUES DES MISSIONS

MISSIONS	2015		2014	
	Nombre de collectivités	Taux de retour (en %)	Nombre de collectivités	Taux de retour (en %)
Diagnostic	12	50	12	50
Intervention	11	18,2	8	87,5
Maintenance	34	52,5	40	82,5

Taux de retour :

pour les diagnostics : acceptation de l'intervention et programmation sur les plannings de l'année suivante.

pour les interventions : acceptation d'une maintenance régulière.

pour les maintenances : acceptation d'une maintenance périodique (annuelle ou bisannuelle).

STATISTIQUES DES VOLUMES D'ARCHIVES TRAITEES

ARCHIVISTES	MISSIONS (Interventions, Maintenances)			Volumes d'archives traitées (en mètres linéaires)					
	Nombre collectivités	Jours	Heu- res	Traitement	Elimination		Conservation		
					Documentation	Archives	Volume total	Archives intermédiaires	Archives définitives
Coralie	9	149	1103	351,28	2,65	133,6	215,03	157,4	57,63
Emilie	2	96	768	209,54	0	96,65	112,89	92,5	20,39
Florence	1	12	96	30,95	0	15,35	15,60	10,70	4,90
Marie-Edith	3	63	457	144,20	0	24,70	119,50	62,70	56,80
Méline	4	62	496	173,82	0	56,9	116,92	81,4	28,28
Sophie	13	128	963	274,38	16,94	127,18	147,2	99,51	47,69
Simon	4	158	1264	270,05	2,7	90,7	176,65	105,55	71,1
Monique	15	162,5	1220	512,95	12,05	282,75	230,2	104,3	108,9
TOTAUX				1967,17	34,34	827,83	1133,99	714,06	367,41

SECRETARIAT GENERAL - ACCUEIL

Directeur du service : **Corentin SOMMIER**

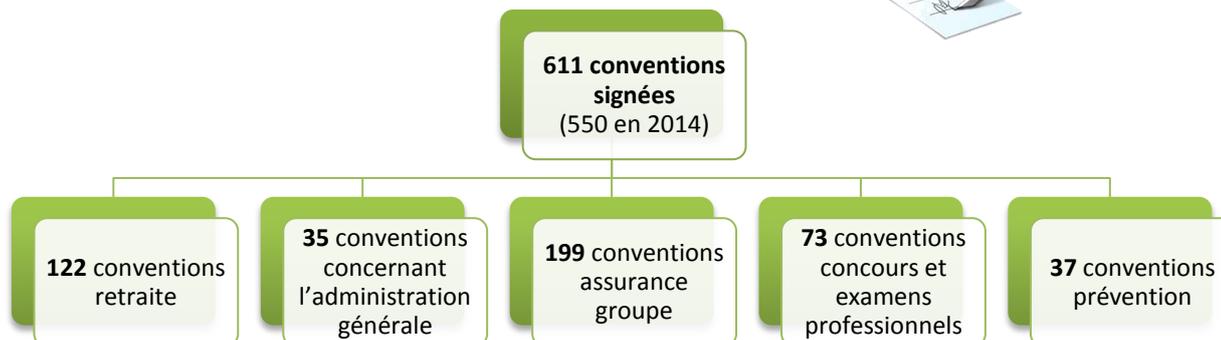
- Secrétariat général : **Marie-Ange WAGON** et **Clotilde LAURENT**
- Accueil : **Faten BONAVENTURE** et **Dellias CHATELAIN**

Bilan du secrétariat général



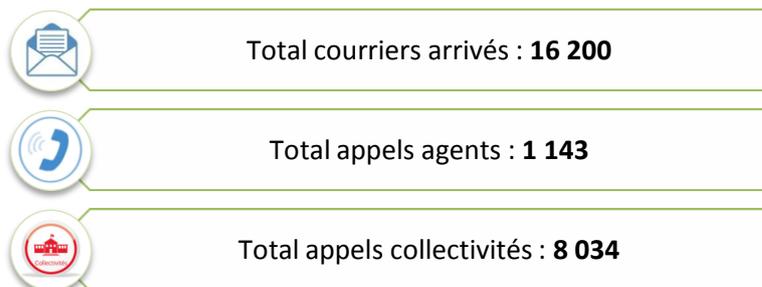
Les missions du secrétariat général :

- ▶ La gestion des conventions,
- ▶ La distribution et le départ du courrier,
- ▶ La réservation de billets de transports et hôtels pour les agents du CDG74 (hors Pôle Santé au Travail) : **42** billets de trains et hôtels ont été réservés,
- ▶ La gestion des fournitures,
- ▶ Le secrétariat du Conseil d'Administration.



6 réunions du Conseil d'Administration et **52** délibérations prises.
6 commissions Perspectives et Finances ont été organisées.
12 décisions ont été prises par le Président.

Bilan de l'accueil

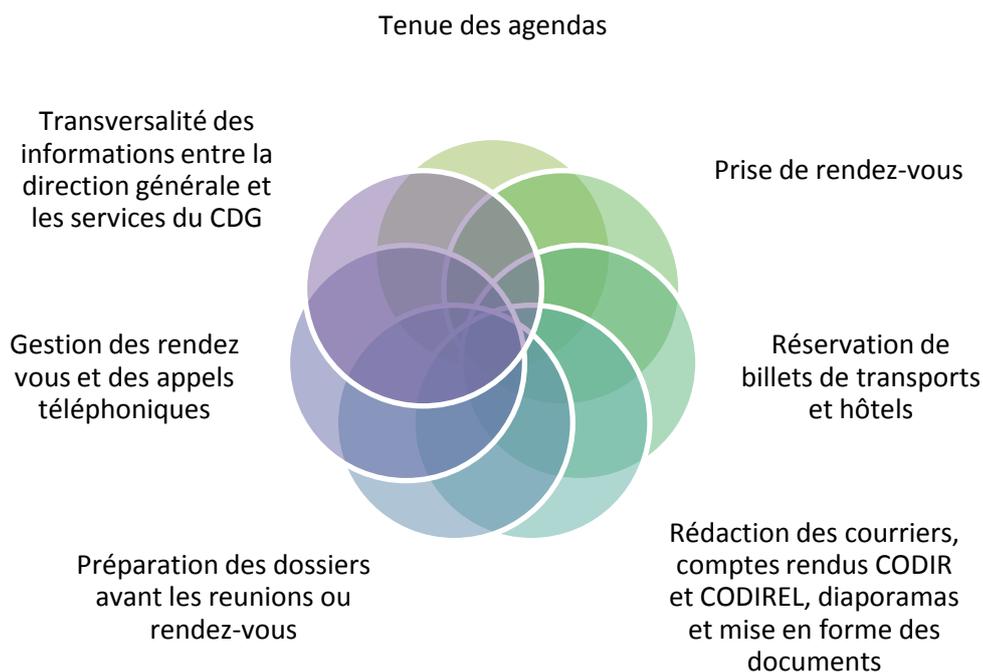


ADMINISTRATION GÉNÉRALE – ASSISTANCE DE DIRECTION

Directrice/ Directeur du service : Valérie BOUVIER et Louis-Jean VILLARD

Assistante de Direction : Lucie TERRIER

Les missions assurées par l'assistante de direction pour la direction



Organisation des réunions

FNCDG : 1 réunion

FIPHFP : 3 réunions

AMF : 1 réunion

Alliance informatique : 3 réunions

ANDCDG : 3 réunions

Rencontres inter régionale : 8 réunions

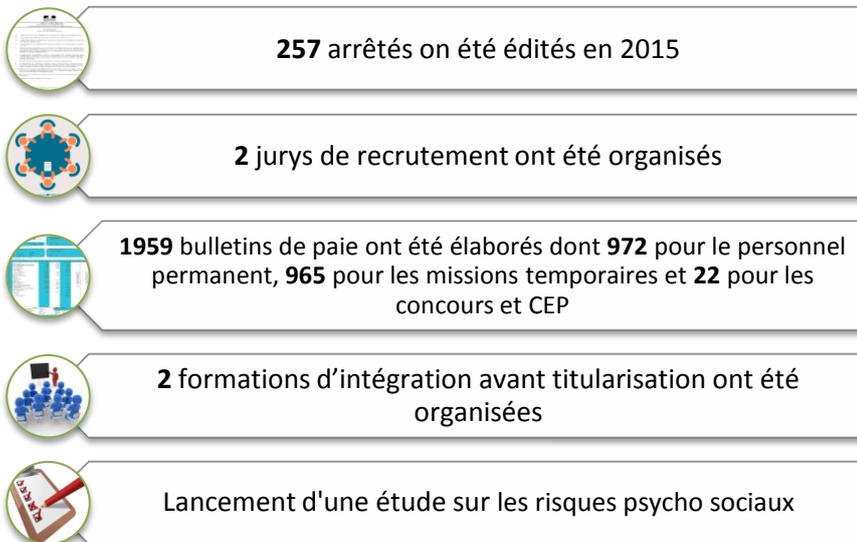
Rencontres avec les collectivités du département : 131 réunions

RESSOURCES HUMAINES

Directrice du service : **Laëtitia GUIZARD**

- **Thierry GUILLOT** (*jusqu'en octobre 2015*)
- **Fabienne PANISSET**
- **Françoise CROMBEZ**

L'année en chiffres



Evaluation professionnelle

Dans le cadre du projet d'établissement, il a été décidé de revoir le dispositif d'évaluation professionnelle afin de redonner du sens aux entretiens annuels.

Les objectifs de cette action étaient de redéfinir les finalités et l'utilité des entretiens annuels pour les évaluateurs et les agents évalués, d'adapter les outils et l'organisation de ces entretiens et d'aboutir ainsi à un entretien renouvelé.

Trois réunions d'information ont été organisées le 17 novembre 2015 pour les agents évaluateurs et les 26 et 27 novembre 2015 pour les agents évalués.

Autres

- ▶ Production d'un guide pour les entretiens d'évaluation
- ▶ Mise en place d'un référentiel managérial avec trois niveaux

COMPTABILITE – FINANCES



Responsable du service : **Marie-Noëlle PAGNUSATT**

- **Aurélia CHAUVEL** (*en congé maternité puis en congé parental*)
- **Julian PINGET** (*remplacement de Mme CHAUVEL*)
- **Salma BOUSSEDRA**
- **Vulnett IBISHI** (*jusqu'en septembre 2015 – fin de contrat d'apprentissage*)

Le service gère les cotisations de **452** collectivités.



Les titres émis en 2015

1 678 titres de recettes de toute nature ont été émis en 2015.

850 titres émis par le service finances, dont les principaux :

51 facturations au titre des concours conventionnés pour **122 210 €**

107 facturations des dossiers retraite pour **7 221 €**

86 facturations des visites médicales de droit privé et conventions pour **60 936 €**

31 facturations du personnel privé d'emploi pour **54 337 €**

34 facturations du SMI pour **63 943 €**

87 facturations pour les actions de prévention et visites pour **109 315 €**

10 facturations coût-lauréats pour **8 608 €**

107 facturations au titre des missions archives pour **250 771 €**

74 titres d'encaissement du P503 dont cotisations légale, médecine, prévention et depuis cette année, bouquet de services pour **2 888 358 €**

19 facturations d'atelier mobilité, assistance au recrutement pour **18 396 €**

17 titres de recettes diverses (cession de véhicules, divers remboursement, etc.) pour **39 141 €**

5 facturations de séances de Commissions d'Evaluation Professionnelle pour **550 €**

92 facturations d'honoraires du comité médical pour **17 958 €**

Les autres titres sont principalement édités par le service ressources humaines – action sociale (ARE, payes, mises à disposition), **542 titres pour 1 953 046 €**.



Soit un coût du droit syndical représentant **16.60 %** du produit de la cotisation légale (2 070 329.69€). Le droit syndical est utilisé par **17 agents** employés dans **14 collectivités**.

Le bilan financier 2015 du CDG74

COMPTE ADMINISTRATIF 2015	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Dépenses	148 625,07 €	6 419 612,89 €
Recettes	294 390,95 €	6 094 792,98 €
report excédent N-1	744 857,66 €	130 892,90 €
Total recettes	1 039 248,61 €	6 225 685,88 €
Résultat 2015	890 623,54 €	- 193 927,01 €

MARCHES PUBLICS

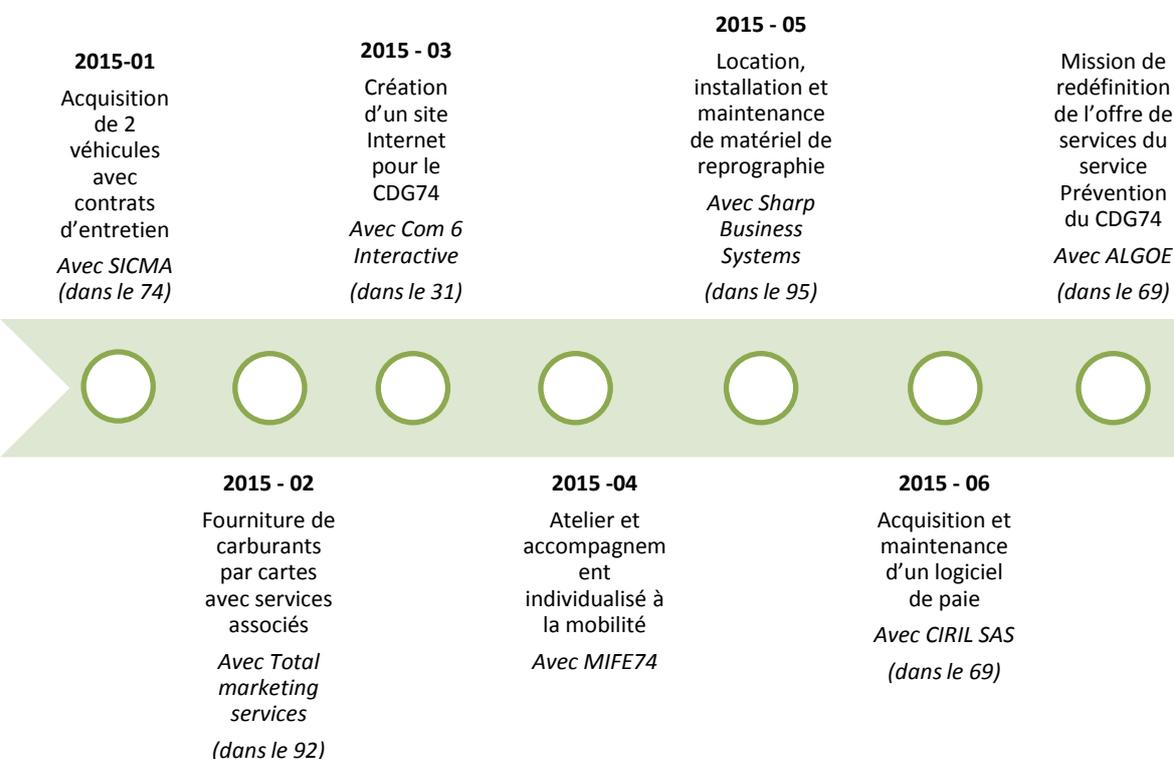


Directeur du service : **Corentin SOMMIER**

Le service a réalisé en 2015, **7 consultations**. Tous les marchés ont été concluants.
Le CDG74 a également été membre du groupement de commandes organisé par le SYANE pour la fourniture d'électricité à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les sites soumis à la fin du tarif réglementé.

Marchés

De 15 000 € HT à 89 999 € HT



ACHATS – ASSURANCES – SYNDIC

Responsable du service : **Isabelle BARUTEL**

Achat

- ▶ Renégociation des contrats de téléphonie fixe et de téléphonie mobile
- ▶ Passage de l'ensemble du parc automobile en télépéage (contrat Area)

Assurances

Gestion de 7 sinistres pour les véhicules :



2 chocs de barrières



4 véhicules accidentés



1 bris de glace

Syndic

- Etablissement des charges
- Gestion administrative en lien avec le syndic professionnel Nexity pour la maison de la fonction publique territoriale et le pôle santé au travail.

ENTRETIEN



Responsable du service : **Isabelle BARUTEL**

- **Colette TREFFOT**
- **Christophe CECCON**

Le service entretien assure le ménage et la maintenance des 2 bâtiments du CDG74 et des locaux des syndicats. Le service s'occupe également des parties communes de la MFPT et des parties privatives de la MUTAME et du CNFPT.

DOCUMENTATION



Responsable du service : **Brigitte CORRE-KUZNIK**

DOCUMENTATION

Le service dispose d'un fonds documentaire papier qui, depuis cette année, fait l'objet d'un tri, d'un classement et d'une mise en forme graphique pour transfert d'une base de données publique sur la GED et mise en ligne sur le nouveau site Internet. En parallèle, une base de données pour un usage interne est constituée.

INFORMATIQUE – TELEPHONIE – RESEAUX



Responsable du service : **Florence DARDENNE**

- **Olivier BARRAULT** (jusqu'en juin 2015)
- **Sylvain DENIZET** (jusqu'en septembre 2015 – fin contrat d'apprentissage)

Infrastructure/ Système

- ▶ Installation d'un nouvel hyperviseur
- ▶ Mise en place du logiciel de gestion horaire Incover +
- ▶ Remplacement du logiciel de Paie
- ▶ Participation à l'élaboration du site Internet
- ▶ MEDTRA

Parc Informatique



Poste de travail

• 67



Serveurs virtuels

• 18



Copieurs
multifonctions

- 5
- renouvellement
du Marché
public



Téléphones portables

• 20

COMMUNICATION



Chargée de communication : **Majdoline CHARIA** (jusqu'en septembre 2015), **Solène BOYRIES** (depuis septembre 2015)

Le Mag



Refonte du site internet

- Choix du prestataire chargé de l'élaboration du site : COM 6 Interactive
- Réalisation de la partie graphique
- Création de l'arborescence du nouveau site

Création de supports et d'outils de communication



Brochures



Kakémonos



Fiches agents



Unification des signatures de courriel



Création d'un livret de tarifs



Guide des astreintes



Livret d'explication de la Fonction Publique Territoriale



Modernisation de la charte graphique



Goodies

Administration générale



LOGISTIQUE

Responsable du service : Akim BELMAHDI

Collaborateur : Christophe CECCON



Travaux divers

Transformation d'un local archives en bureau

Aménagement du placard et des deux bureaux pour le secrétariat de direction et la communication

Fin de contrats pour l'affranchisseuse et la visio conférence: démontage et réaménagement

Réaménagement du bureau carrières et aménagement en mobilier de la salle de réunion pôle santé

Installation d'un lecteur alarme au pôle REM

Installation de deux lecteurs pour la nouvelle badgeuse INCOVAR

Installation de la barrière au fond du parking

Fixation au mur d'un écran salle Visio

Logistique

Gestion de la maintenance en génie climatique

Organisation de la logistique pour le forum des collectivités

Planification du diagnostic accessibilité et préparation de l'ADAP

Mise en place de la procédure alarme

Gestion des locaux syndicats en maintenance et sécurité

Organisation de la logistique pour les rencontres départementales de la prévention Cap Périaz en novembre

Gestion des télécommandes et clés des bâtiments

Gestion du parc automobile



Entretien des véhicules des services généraux et direction



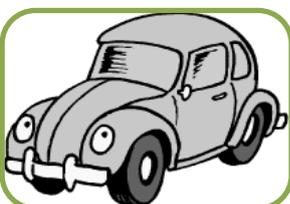
Planification et passage de 10 contrôles techniques



Permutation des pneus été/hiver des 20 véhicules



Vente de 2 véhicules



Achat de 2 véhicules



Mise en place des télépages Area

Assistant de prevention

- ▶ Mise en place d'une procédure sécurité autour du chantier local archives,
- ▶ Mise en place d'un protocole de suivi des armoires de secours,
- ▶ Inventaire des E.P.I pour les activités entretien/maintenance, médecine/prévention et archivistes,
- ▶ Participation à la visite d'inspection,
- ▶ Tenue des registres de sécurité,
- ▶ Exercices d'évacuation des deux bâtiments.



Informations & horaires d'ouverture du Centre de Gestion de la Haute – Savoie

Horaires : Du lundi au jeudi : de 8h30 à 12h15
et de 13h15 à 17h00

Le **vendredi** : de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à
16h30

Téléphone: 04 50 51 98 50

Fax : 04 50 45 52 34

Courriel : cdg74@cdg74.fr

Adresse : 55, rue du Val Vert -
CS 30 138 — 74601 SEYNOD CEDEX

Centre de référence et de confiance
Dans un monde territorial qui bouge
Garant d'expertise



Accès au Pôle Santé au Travail



Adresse : 89, rue du Val Vert
74600 SEYNOD

*(Attention, adressez vos courriers au 55,
rue du Val Vert, à l'adresse indiquée ci-
dessus)*

Tel : 04 50 51 86 70

Contacts

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux ...

 @cdgfpt74

 Centre de Gestion 74

 Centre de Gestion 74

 Centre de Gestion 74

